

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI

5

MARS

1976

N° 127

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

OCCUPATION POLICIERE DANS LE MIDI VITICOLE ILS ONT TUÉ

Jeudi, à 15 heures, près de Narbonne, un millier de viticulteurs barrent la voie ferrée. Ils protestent ainsi, en même temps que des milliers d'autres dans la région, contre l'arrestation de deux de leurs camarades.

Deux compagnies de C.R.S. les assaillent. Les viticulteurs se défendent. Les C.R.S. aussitôt tirent au pistolet mitrailleur.

Un viticulteur est tué sur le coup. De nombreux autres sont blessés.

Dans toute la région, les bandes de CRS sont passées à l'attaque armée des manifestants. Il y aurait d'autres morts parmi les paysans.

Quelques heures auparavant, le ministre Fourcade déclarait cyniquement que les viticulteurs étaient des «émeutiers» et qu'on ne pouvait prendre en compte les revendications d'«émeutiers stupides». Il donnait ouvertement le signal du déchaînement de la répression.

Le 17 février, devant la Préfecture d'Épinal, les CRS agressaient sauvagement une manifestation de paysans contre la baisse de leurs revenus. Michel Boyé, agriculteur de 47 ans, père de 6 enfants, mourait, roué de coups par les CRS.

Depuis plusieurs mois, la répression contre les luttes ouvrières et paysannes ne cesse de se développer.

Les CRS attaquent les usines occupées. Des patrons tirent sur des grévistes.

Le gouvernement de Giscard prend-il modèle sur le fascisme espagnol qui hier assassinait deux manifestants ouvriers à Vitoria ?

Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie est inquiète, parce qu'elle ne peut plus dissimuler la réalité : le chômage massif, la hausse des prix, la ruine accélérée des petits paysans.

La bourgeoisie a peur que la volonté de lutte se développe en une offensive d'ensemble. Elle a peur de l'unité, qui se renforce dans les luttes, entre ouvriers et paysans. C'est par la matraque et le fusil, l'intimidation et la restriction des libertés démocratiques que, de plus en plus, elle essaie de préserver son pouvoir.

Il faut riposter sans attendre. A chaque meurtre, à chaque arrestation, à chaque fait de répression. Il faut faire reculer la bourgeoisie, briser son offensive réactionnaire. C'est possible.

Aujourd'hui, dans ces combats, nous souderons nos rangs, nous forgerons l'unité des ouvriers et des paysans contre cette société qui réprime, exploite et assassine les travailleurs.

Mobilisons-nous hardiment ! Rassemblons les énergies révolutionnaires ! Notre combat, aujourd'hui, pour les libertés, pour faire payer la crise à la bourgeoisie, c'est le combat pour instaurer, demain, dans notre pays, le pouvoir des ouvriers et des paysans.



Un viticulteur victime des forces de l'ordre

espagne

LE FASCISME ASSASSINE

voir p.7



en page 12
SUITE DE L'INTERVIEW
DE ABOU AYAD

ENQUETE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

4

Voilà une question qui paraît bien simple mais à laquelle il n'est pourtant pas facile de répondre. Qu'en est-il de la qualité, de la richesse nutritive de tel ou tel aliment ? Que choisir ? Que donner à nos enfants ? Qui est responsable des divers trafics ? Comment bien manger ?

Il est nécessaire de faire le point, de commencer à répondre aux interrogations des travailleurs. Mais pour ce faire, se limiter à quelques points de vue ne nous paraît ni suffisant, ni satisfaisant. Ce sont des

dizaines de témoignages, de réflexions collectives de travailleurs qui sont indispensables. Il faut que les paysans, les ouvriers des industries alimentaires puissent apporter leurs connaissances aux autres travailleurs. Car si un certain nombre de choses commencent à être connues, toutes le sont loin d'être. C'est un premier procès de masse de l'alimentation que nous impose le capitalisme, que nous devons ouvrir ensemble ! Alors, producteurs ou «consommateurs», écrivez-nous sans tarder pour y contribuer !

EMBALLAGE ET PUBLICITE

L'ART DE TROMPER

PUBLICITE DE CRISE CRISE DE LA PUBLICITE

En buvant Banga, boisson aux fruits, vous vous retrouverez sur une île des Tropiques : c'est tout au moins ce que veut suggérer l'affiche. Comme la plupart des publicités, elle s'appuie moins sur les qualités réelles ou supposées d'un produit, qu'elle ne cherche à manipuler certaines aspirations des «clients». Elle associe artificiellement une situation que désirerait vivre le client au produit qu'on cherche à vendre.

La publicité est souvent mensongère : elle vante des qualités que le produit n'a pas. Mais surtout elle est manipulateuse : elle cherche à imposer une certaine image de la vie, de la société.

PUBLICITE DE CONSOMMATION

Pendant toute une période, depuis l'après-guerre, la publicité nous montrait l'idéal d'une vie trépidante, mais sans souci ; souvenez-vous, «Coca-Cola», soif d'aujourd'hui. On montrait aussi l'homme et la femme, bien sûr fatigués par une journée de travail, mais au moins récompensés par la dégustation de tel plat ou de telle boisson ; quant à la femme, elle se libère des tâches ménagères grâce aux plats cuisinés, aux conserves et aux différents aliments «instantanés». C'est la grande époque de la so-

ciété de consommation, l'époque du gadget, l'époque où «Nouveau», inscrit en lettres rouges, était un des principaux arguments de vente. En somme, grâce au travail de l'ensemble de la Nation, on arrivait progressivement vers une société d'abondance, où tous les problèmes pouvaient se résoudre par la possession d'objets de consommation, et où on peut même se payer le luxe de l'inutile. Telle était du moins l'image que donnait la publicité.

Le soi-disant «nouveau» des articles est bien plus souvent un prétexte à une augmentation camouflée des prix, quand ce n'est pas une véritable dégradation de la qualité (le jambon ou le fromage frais qui contient de plus en plus d'eau, les patisseries ou le beurre et les œufs sont remplacés par

leurs réduits d'autant plus sur leur budget, que les dépenses obligatoires (logement, transports) augmentent considérablement.

PUBLICITE DE CRISE

Ainsi, à côté des anciens thèmes publicitaires, en apparaissent de nouveaux. Vous en avez assez des fromages plâtres, blanchâtres, monotones, sans goût ? Mangez donc du Rouy. Vous êtes méfiants, à juste titre, sur la fraîcheur des produits vendus : sur le beurre Virlux, la date de vente atteste la fraîcheur.

Vous ne croyez plus aux alléchantes étiquettes des conserves ? Pour Buitoni aussi, l'important c'est ce qu'il y a dans la boîte. Ces publicités-là sont aussi mensongères que les autres. Les raviolis «à la viande» ne contiennent pas plus de viande que les autres. Certains supermarchés changent les dates indiquées sur l'emballage. Que les publicitaires en viennent à de tels arguments prouve simplement qu'on les croit de moins en moins.

Et surtout, malgré cette image de vie d'abondance, sans souci, la hantise des fins de mois ne disparaît pas.

Et trente ans après les promesses de l'après-guerre, les travailleurs s'interrogent : nous avons peut-être plus d'objets, mais vivons-nous mieux qu'avant ? On trouve plus de fruits, de fromage, de conserves, dans les rayons d'alimentation. Mais si tout cela est trafiqué, si on est trompé sur la qualité et la quantité ? Les publicitaires doivent tenir compte de cet état d'esprit, de cette révolte qui se précise. Comment dans ces conditions faire de la publicité efficace ? Surtout pour l'alimentation, poste que les travail-

On gagnera peut-être moins d'argent, on consommera moins, mais mieux. C'est Gévêor qui annonce la suppression de la vignette-cadeau, mais pour «reparler qualité». Vous en avez assez des fruits trafiqués, pollués ; au Maroc, la nature est restée naturelle. Avec le retour à la nature, le retour à la tradition : la bière de Maître Kanter ou celle de «1664» ; mais bien sûr, c'est un peu un luxe.

Les agences de publicité se rangent donc aux côtés de tous les autres moyens de propagande dont dispose la bourgeoisie pour nous imposer sa conception de la société. Ce qu'elles veulent vendre, ce n'est pas seulement tel ou tel produit, c'est leur idéologie.

Paul GAUVIN

Ne vous fiez pas aux apparences !

L'industrie de l'emballage se porte bien. Depuis qu'on a eu l'idée d'envelopper la viande dans du cellophane pour la protéger des mouches, l'emballage a envahi tous les secteurs de l'alimentation. Il n'y a guère plus de légumes frais, les fruits et la viande qui se vendent encore en vrac, et encore. Verre, fer, carton, plastique... Cela a bien des avantages : les aliments se conservent mieux, c'est plus facile à transporter...

Ce gaspillage a atteint une telle absurdité que l'élimination des emballages usagés commence à poser des problèmes sérieux, de même que la pollution qu'ils provoquent.

Un exemple : dans les épiceries ou les supermarchés, on donne aux clients des sacs publicitaires en plastique. Mais ceux-ci se détruisent moins bien que les sacs en papier, et gâchent les paysages ; on envisage donc de lancer des sacs en polyéthylène dense : ils auraient l'avantage d'être «photodégradables», c'est à dire de se décomposer lentement à la lumière, mais l'inconvénient d'être 20% plus chers. On n'arrête pas le progrès... mais ce n'est pas ce «progrès»-là qui nous intéresse.

La crise oblige les capitalistes à réduire certains aspects voyants du gaspillage : mais des économies ainsi réalisées, les travailleurs n'en voient pas la couleur.

De ce gaspillage comme de ces économies de crise, nous ne voulons pas. Oui, nous réduirons le gaspillage, nous développerons le progrès technique, mais pour accroître les richesses à la disposition des travailleurs, pour les libérer par une maîtrise plus grande de la nature.

LA TROMPERIE

Mais le capitalisme a donné d'autres rôles aux emballages. Un rôle en particulier bien connu des ménagères : le bluff. Tromperie sur la quantité : le pot de yaourt dont le fond se soulève au cours des années rejoint ainsi les bouteilles au fond concave, les litrons qui font 72 cl... Les exemples ne manquent pas.

LE GASPILLAGE

Une autre retombée de ce règne de l'emballage : nos poubelles se remplissent plus vite ; encore heureux quand les boîtes en fer blanc ne vont pas rouiller dans les forêts et les bouteilles en plastique rouler sur les plages.

Il y a un véritable gaspillage de matériaux et de travail dans la fabrication d'emballages. Regardons un peu : il y en a beaucoup dont on pourrait se passer, à commencer par ces bouteilles perdues, en verre ou en plastique.

Tromperie sur la qualité : c'est l'étiquette de la conserve de cassoulet ou de couscous qui vous montre un plat appétissant et abondamment garni de viande, et dans laquelle vous trouvez surtout des haricots ou des pois chiches, des os et du gras. Ou encore ces croquettes de purée qui sont présentées dorées à point... Essayez donc de les faire dorer à la poêle.

Il y a aussi ces sacs de 2 ou 3 kilos de fruits ou de pommes de terre : il n'est pas rare qu'au milieu, bien cachés, il y en ait quelques uns de pourris.

Mais tout cela n'est pas perdu pour tout le monde. Certains trusts ont bâti leur empire sur ces coquilles vides. Par exemple BSN, qui était un producteur de verre, s'est mis à fabriquer des bouteilles ; puis, il a absorbé certains de ses clients ; il contrôle ainsi des firmes de yaourts, d'eaux minérales, etc... Dans cette société, c'est le contenant qui l'emporte sur le contenu.

LES EMBALLAGES PLASTIQUES SONT-ILS DANGEREUX ?

Il y a un peu plus d'un an une commission gouvernementale publiait un rapport, dit «rapport Thomas», intitulé : «Les emballages en PVC ne présentent pas de danger». Pourquoi ce rapport ?

Le PVC est une matière plastique très largement utilisée, en particulier dans l'emballage alimentaire : jambon, fromage, bouteilles de vinaigre, d'huile, d'eau minérale... Légèreté, prix de vente plus bas (suppression des chignoles) : c'est un bon filon pour les trusts chimiques Rhône-Poulenc, Péchiney, Solvay... En 1972, on a vendu en France, 400 millions de bouteilles de vin en plastique ; les prévisions pour 1980 sont de deux milliards. On comprend l'utilité du «rapport Thomas».

L'ennui, c'est que rien ne justifie ses conclusions. Le PVC est fabriqué à partir d'un gaz, le chlorure de vinyle, qui est responsable, chez les ouvriers qui travaillent, de différentes maladies plus ou moins graves, surtout d'un cancer du foie appelé «angiosarcome». Ces maladies sont provoquées par la respiration de ce gaz pendant plusieurs années.

Pour le consommateur, deux questions se posent :
1-Y a-t-il du chlorure de vinyle dans ce qu'il mange ou boit ?
2-Est-il aussi dangereux de l'avaler que de le respirer ?

À la première question, on peut répondre OUI : avec les procédés actuels de fabrication, il reste du chlorure de vinyle dans le plastique, et il peut passer, par exemple, dans l'huile ou le vin. Pour répondre à la deuxième question, on a commencé des expériences sur des rats. La commission gouvernementale s'est précipitée sur les résultats des 90 premiers jours pour affirmer qu'il n'y avait aucun danger. Or, il faut beaucoup plus de temps pour juger, et des résultats plus récents semblent prouver le contraire.

Les trusts savent qu'un jour ils seront obligés par la pression des travailleurs, à retirer du marché les bouteilles plastiques telles qu'elles sont fabriquées actuellement. Des associations de consommateurs, des syndicats ouvriers ont engagé la lutte sur cette question. Mais les trusts ne veulent pas suspendre la fabrication d'emballage plastique avant d'avoir mis au point la fabrication d'un PVC sans reste de chlorure de vinyle, ce que prépare Solvay.

En attendant : évitez le vin, le jambon, les olives, le fromage... sous emballage plastique. Pour l'huile et le vinaigre, c'est plus difficile, maison peut trouver de l'huile en bidon de fer et du vinaigre en bouteille de verre. Au moins, assurez-vous que les produits n'ont pas été stockés trop longtemps, surtout à la chaleur et à la lumière. (Or, ces produits sont souvent exposés à la vive lumière du néon).



CRISE DE LA PUBLICITE

Mais les professionnels de la publicité se trouvent maintenant confrontés à une terrible difficulté : c'est que cette image prend de moins

INFORMATIONS GÉNÉRALES

ARTS MÉNAGERS 76

ARTS MÉNAGERS DE LA PENURIE

Les Arts Ménagers 1976 sont ouverts depuis lundi. La brochure officielle nous annonce que le monde entier y déploie, aux pieds de la maîtresse de maison d'aujourd'hui, l'éventail complet de sa production multiplié : que se cache-t-il derrière ce lyrisme bien peu compréhensible ? On est frappé un jour de semaine où il n'y a pas de foule, par le luxe qui y règne.

On est dans un monde de rêve, les couleurs sont harmonieusement choisies, tout scintille ; les fauteuils exposés sont moelleux, les cuisines intégrées respirent l'ordre, les cuisinières donnent envie de passer des heures à « mijoter de bons petits plats »... On est loin des difficultés de la vie quotidienne, prête à croire, comme le laisse entendre toujours la même brochure officielle, que si Madame Toutlemonde est fatiguée c'est parce qu'elle manque de logique et ne sait pas exploiter toutes les ressources qu'offre la technique ! Dans ce monde artificiel, tout est organisé pour nous pousser à acheter.

QUOI DE NEUF AU SALON DES ARTS MÉNAGERS ?

Nulle part de pannonceaux annonçant la « découverte » de l'année. L'accent est partout mis sur des aspects tout à fait secondaires, le « design » prend le pas sur la technique, et le 4^e bac pour mettre l'eau de javel est

présenté comme une nécessité ! Il faut vendre et tous les moyens sont bons, on vous suggère de changer de machine à laver ou de cuisinières parce que le « dernier » modèle consomme moins d'énergie, on vous fait des réductions sur des prix souvent augmentés pour l'occasion ! On vous propose des garanties de cinq ans ! mais avec une série de limitations en petits caractères !

QU'EST-CE QUI SE VEND ?

Aux dires des démonstratrices pas grand-chose, elles sont unanimes, depuis deux ans, les ventes baissent et cette année risque d'être une fort mauvaise année. L'une d'entre elles m'a dit : « A ce rythme, il faudra arrêter de faire des salons ».

Aux rayons de l'électroménager, les gens viennent, regardent, réfléchissent, mais n'achètent pas. Les prix s'échelonnent entre 2 000 et 3 000 F et acheter une machine à laver, devient un

luxe ! Alors que pour bon nombre de mères de familles c'est bien le seul moyen d'alléger le travail domestique qui les attend après leur journée de travail ! Alors à tous les stands, on vous vante les mérites du crédit : 20 % à l'achat, le reste échelonné jusqu'à 24 mois. Ce qu'on ne vous dit pas, c'est que cela augmente le prix d'achat de 17,80 % ! Dans la nécessité d'acheter ces appareils indispensables à la vie de tous les jours, de plus en plus de gens recourent au crédit et à la solution qu'on leur

présente comme la plus simple, le prélèvement direct sur le compte en banque. Pour l'organisme de crédit, c'est l'assurance d'être payé quoi qu'il arrive. Pour le travailleur, c'est le risque accru de faire des chèques sans provisions, à un moment où dans

les familles il est de plus en plus difficile de joindre les deux bouts.

Les Arts Ménagers 76 ne sont pas ceux de l'année de la relance de la consommation. Ce n'est pas avec des salaires rognés par les hausses ou le chômage partiel que les travailleurs vont pouvoir faire des achats !

On est loin de cette prétendue société de consommation où la qualité de la vie se mesurerait à l'augmentation du nombre de machines à laver, réfrigérateurs ou té-



lvisions. Dans le cadre des Arts Ménagers qui essaient de perpétuer ce mythe du bonheur par la consommation, les difficultés des travailleurs apparaissent encore plus clairement.

Denise SEGALAT

CANCER : LA QUERELLE MATHÉ-VEIL CACHE LES VRAIS PROBLÈMES

Depuis plusieurs mois, la recherche cancérologique évoque la querelle entre le professeur Mathé, et le ministre de la santé, Simone Veil. Oubliés, les résultats des congrès de Florence, et plus récemment du symposium international de Lyon... Cette question aussi importante qu'est la lutte contre le cancer se ramène au faux débat entre la prévention et les crédits de recherche.

LES RIVALITÉS DE MANDARINS

Il faut cependant examiner de plus près les motifs de cette querelle : le professeur Georges Mathé, directeur de l'Institut de Cancérologie et d'Immunothérapie à l'hôpital Paul Brousse de Villejuif, a lancé un « cri d'alarme ». Selon lui, la recherche contre le cancer serait sacrifiée en France, faute de crédits. « Le budget de la recherche cancérologique est limité à 51 millions de F... Il faut savoir que le budget américain atteint 2 milliards 800 millions de F, il est donc 14 fois supérieur par habitant à celui de notre pays », explique-t-il. L'université de Paris VI a vu son budget passer de 17,6 millions de F en 1971, à 12,7 en 1975. Et les chiffres ne manquent pas pour montrer la baisse des crédits. Ce que le professeur Mathé ne dit pas, c'est que l'attribution des crédits dépend en grande part des luttes d'influence entre grands patrons de la médecine, des rivalités de mandarins. L'ancien candidat UDR qu'est Mathé a peut-être manqué d'atouts dans

cette sombre lutte, face au gouvernement giscardien ? D'autre part, il y aurait beaucoup à dire sur l'utilisation même des crédits : une chercheuse de Lyon nous écrivait son indignation devant l'amas de matériel (souvent très coûteux) qui ne peut être utilisé, faute de locaux, et surtout faute de postes de chercheurs ! Le Centre International du Cancer à Lyon, inauguré à grand fracas, et présenté comme la preuve de l'effort consenti n'est même pas utilisé à sa pleine capacité : deux étages étaient encore inutilisés ! Non, lorsque Mathé dénonce avec tant de force la politique suivie par rapport au cancer, c'est plutôt pour se tailler une meilleure place dans la recherche médicale que pour poser réellement les problèmes de la lutte contre le cancer.

QUELLE PRÉVENTION ?

Quant à Simone Veil, son argumentation est franchement fallacieuse. Elle consiste à rappeler tout d'abord que la recherche sur la cancer



Une visite de dépistage... elles sont rares.

n'est pas la seule recherche faite en France, qu'il faut donc apprendre à partager les crédits. Cela fera certainement plaisir aux chercheurs des domaines non rattachés à la recherche militaire. Ils ne s'étaient pas encore aperçus à quel point ils étaient favorisés ! Le deuxième argument est que l'effort, en matière cancérologique est mis sur la prévention. Il est plus sérieux : une prévention efficace des cancers, c'est-à-dire dépistage systématique (pris à leur origine, les cancers se guérissent bien mieux), lutte contre les substances cancérogènes (dont nous avons parlé hier) utilisation massive des moyens de les mettre en évidence, comme les tests de mutagenicité, serait le meilleur moyen de lutter contre le cancer. Mais que fait le gouvernement, par rapport à cela ? A peu près rien, et cela

est bien compréhensible, puisque la médecine préventive est considérée comme une médecine non rentable (elle n'est même pas du ressort de la Sécurité Sociale !), et que les entreprises capitalistes n'ont pas du tout l'intention de mettre en cause leurs profits en ne produisant plus de telles substances, soit dans leurs déchets (fumées), soit dans leur production (amiante, PVC).

En définitive quel est le résultat de cette querelle, dont les motifs, on vient de le voir n'ont pas grand-chose à voir avec la santé des masses ? Principalement de faire oublier qu'une véritable lutte contre le cancer est indissociable de la lutte pour une autre médecine, pour d'autres conditions de vie et de travail.

E.B.

«Jeunes, mêlez-vous de ce qui vous regarde !»

Qui donc, sur une affiche, participe avec autant de vigueur à la campagne anti-jeunes orchestrée par le gouvernement ? Quelque groupe fasciste ! Non ! C'est le PCF qui avec cette formule malheureuse invite les jeunes à voter communiste aux prochaines élections cantonales !

A trop vouloir récolter des voix, on ne fait plus attention à ce qu'on dit.

«1 millier de pompiers dans les rues de Paris !»



1 millier de pompiers, venus de toute la France ont participé hier à la manifestation organisée par la CGT et la CFDT pour exiger la diminution du temps de travail, (il faut savoir que la moyenne nationale d'heures de présence est de 96 H par semaine. Ce qui est demandé c'est 24 H de présence suivi de 48 H de repos), augmentation des effectifs, (les pompiers de Brest nous expliquaient par exemple qu'ils étaient 116 pour couvrir leur ville et les communes limitrophes alors que suivant les textes 1 pompier pour 1 200 habitants - ils devraient être 184). Une redéfinition du métier de pompier (les pompiers sont très souvent amenés à intervenir sur des faits qui ne sont pas de leur ressort, ce qui prend un caractère de surcharge de travail : interventions pour les malades la nuit refusées par des docteurs, transports des morts, etc...).

Encadrée par un important service d'ordre la manifestation s'est dirigée en direction du ministère de l'intérieur qui a refusé de les recevoir. Poniatowski devait faire paraître un communiqué l'après-midi pour rappeler que les sapeurs-pompiers de Marseille et Paris ne participaient pas au mouvement (ils dépendent du ministère des armées). Ce communiqué où le ministre de l'intérieur refusait de satisfaire les revendications des grévistes fut lu à l'assemblée générale l'après-midi à la bourse du travail. Insultes et injures furent la réponse que les pompiers lui apportèrent. Déterminés à remonter à Paris si la situation ne changeait pas rapidement, ils ont repris les cars pour rejoindre leurs villes.

José GARCIA

SPORT

Dynamo Kiev - St Etienne

C'est sur un terrain boueux (il avait neigé sur Simferopol) qu'ont évolué les deux équipes. Rapidement Dynamo Kiev s'est imposé, exerçant un pressing constant sur la défense stéphanoise. Celle-ci après avoir plié sans rompre (le goal Kurkovic sauvant à plusieurs reprises des situations désespérées) dut s'incliner à deux reprises (à la 25ème minute sur une reprise de volée instantanée de Kontov déviée par Bathenay dans le but après un dégagement au poing de Kurkovic et à la 52ème minute par Blokhine, profitant opportunément d'un mauvais renvoi du mur stéphanois à l'occasion d'un coup franc dans les 22 mètres de St Etienne).

A l'exception des 10 premières et des 10 dernières minutes de la rencontre, les stéphanois ne purent s'engager dans le camp soviétique. Seul attaquant de pointe, le stéphanois Rocheteau malgré sa grande classe et son dribble déroutant ne put à lui seul prendre en défaut la solide défense soviétique.

St Etienne venu limiter les dégâts, peut s'estimer heureux du score ; dû en grande partie à la tactique des soviétiques qui semblèrent se contenter de ce résultat. A Geoffroy-Guichard, soutenu par 35 000 supporters, les Stéphanois survoltés tenteront de renverser la vapeur. En coupe d'Europe tout est possible. Ne voit-on pas souvent une équipe écrasée sur terrain adverse, inverser le résultat sur son terrain. Rendez-vous donc le 17 mars à St Etienne.

Alain DESAVE

POLITIQUE

La police à tout faire

Posséder une arme c'est bien, s'en servir c'est mieux, c'est ce que devait penser ce flic de Versailles. Alors, en dehors des heures de service pour augmenter sa solde de mercenaire, il se servait de son pistolet de service pour faire des hold-up. Il en avait déjà deux à son actif quand ses collègues sont venus l'arrêter.

Conseil de planification sur le logement : le gouvernement à la recherche d'une politique du logement

Un conseil de planification s'est réuni hier matin à l'Élysée pour étudier la politique du logement. Depuis son arrivée à la présidence, Giscard a commandé une série de rapports sur cette question : réhabilitation du logement ancien, financement du logement, auxquels on peut ajouter le Livre Blanc des HLM. Sur la base de ces rapports, le gouvernement tente de définir les nouvelles orientations de sa politique. En ce domaine comme dans bien d'autres, il semble hésitant sur la marche à suivre et incapable de résoudre les contradictions qu'il rencontre. Suppression ou non de l'aide aux HLM, augmentation de l'aide au logement, quels circuits de financement mettre en place, quelle politique foncière pratiquer ?

Ce qui est très probable pour l'instant c'est une forte hausse de tous les loyers et surtout des plus bas, l'ouverture plus large du logement social au secteur privé, une très nette diminution de l'aide à la construction...

Le gouvernement doit tenir un conseil restreint sur cette question le 15 juin pour tenter d'élaborer un peu plus ses plans.

Un inquiétant rapport !

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique publie son rapport sur l'évolution prévisible en 1976 concernant la France.

Ce texte de l'OCDE reconnaît qu'en matière de prix, le gouvernement français n'a pas atteint ses objectifs, tandis que « les risques inflationnistes demeurent » (aux alentours de 10 % annuel), doublés d'un déficit prévisible au plan commercial... Une limitation des dépenses publiques est pronostiquée... Mais surtout, le tableau se noircit dans le domaine de l'emploi : « La situation du marché du travail continuera à se dégrader », avec un volant avoué de « demandes d'emplois non satisfaites » qui ne serait pas inférieur à 1 200 000 fin 76 ! Tandis que le pouvoir d'achat des travailleurs, en « revenus disponibles », continuerait de se « ralentir »...

Ce club économique regroupant les principaux pays capitalistes n'est franchement guère optimiste pour 76 (et pas seulement pour la France d'ailleurs, puisqu'ils annoncent 16 millions de chômeurs minimum en Europe et aux USA !!).

Elections cantonales

UNE BATAILLE INUTILE POUR LE PEUPLE

Sans doute, allons-nous entendre la radio tenir ses habituels propos méprisants sur les Français qui préfèrent la promenade au vote de dimanche prochain, pour le premier tour des cantonales. Il y a en effet toutes les chances que les masses s'abstiennent, comme d'habitude, massivement, parce qu'elles savent bien que ces élections leur sont totalement étrangères (bien que le gouvernement vient de fabriquer un sondage qui montre que 46 % s'y intéressent). Même un commentateur patronal comme Alain Duhamel, dans le *Nouvel Economiste*, qualifie ces élections de « règne des notables, médecins et pharmaciens, triomphe des notaires et avocats, apothéose des professeurs et instituteurs ».

NÉGATION DU POUVOIR RÉGIONAL

Il ne s'agit pas d'espérer, sous le capitalisme, un quelconque pouvoir réel des masses ; mais le capitalisme n'est pas pour autant antagonique avec la délégation locale des pouvoirs ; l'Allemagne ou l'Angleterre, pays comparables au nôtre en sont des exemples. En France par contre, le système capitaliste s'accompagne d'une centralisation outrancière, d'une tutelle permanente de l'État bourgeois sur les communes et les départements. Le pouvoir des conseillers généraux, élus aux élections cantonales, est donc fort limité. Ne contrôlant pas leur budget, ils ne peuvent que naviguer entre les limites imposées. Pourtant, les élections cantonales sont actuellement présentées comme devant traduire les intérêts locaux des citoyens. Dérision !

LE SCANDALE DU PLAN ROUTIER EN BRETAGNE

29 entreprises de travaux publics se sont partagées les marchés passés, par les départements sous le contrôle des conseillers généraux. Elles fixaient les prix et se répartissaient entre elles les affaires. Les conseillers généraux et le préfet faisaient semblant de choisir les offres les plus intéressantes...

Si on les appelle cantonales, c'est que les départements sont divisés en zones administratives, les cantons, qui chacun, doivent élire un conseiller général. Ces élus



siègent au Conseil Général, présidé par le préfet qui, rappelons-le, n'est pas élu mais nommé par le ministre de la police. Le canton, contrairement à la commune n'a aucun pouvoir, il ne sert que les jours d'élections.

LE CONSEIL GÉNÉRAL : UN TREMLIN POLITIQUE

Le Conseil Général se révèle en fait un simple tremplin politique pour les politiciens ambitieux : ils s'y font une clientèle, ils y règlent leurs combines. Le personnel politique de ces assemblées est souvent d'ailleurs identiques à celui du Parlement : on y rencontre 250 députés et 164 sénateurs. Seuls 200

d'entre eux, cependant, sont en lice dimanche prochain, car on ne renouvelle que la moitié des élus, tous les trois ans. La moitié des cantons votent en 76, l'autre moitié le fera en 1979. Dix-huit membres du gouvernement se présentent aussi aux cantonales.

UN FROMAGE A RÉPARTIR

Au mieux, les conseillers généraux ont une fonction principale : la répartition des crédits, lors de leurs deux réunions annuelles, qui leur sont alloués par l'État (subventions) ou qui viennent des impôts locaux. Impôts locaux

ou de droite. Grâce à son conseiller général, un ouvrier locataire d'un appartement, par exemple, paye des impôts locaux dont une partie va servir à convaincre tel ou tel capitaliste de venir créer quelques emplois dans le département, avec déduction fiscale à l'appui. Pour qu'il licencie quelques temps après.

Les ressources et facilités qui sont distribuées selon l'appartenance à la majorité en place : c'est pourquoi Chirac menaçait dimanche dernier ceux qui ne votent pas pour l'UDR ou les Républicains Indépendants de se retrouver sans ressources, sans les routes et les aménagements dont le Conseil Général décide. Les combines avec les entreprises de travaux publics pour arracher les marchés départementaux constituent en fait l'essentiel de l'ordre du jour des conseils.

Dans ces magouilles de bon ton, les ouvriers, les simples gens font les frais et ils n'ont aucun rôle à jouer. Par dégoût et désintérêt, ils ne peuvent que se détourner de ces urnes cantonales.

Paul LEFORT

La démocratie bourgeoise en action

(SELON SES STATISTIQUES TRUQUÉES)

	Pourcentage dans les conseils généraux	Pourcentage dans la population
Cadres et professions libérales	35,1	6,4
Patrons	15,3	9,5
Agriculteurs	13,6	8,7
Cadres moyens	17,4	12,6
«Employés»	3,5	16,3
«Ouvriers»	1,7	37,2
Divers	13,4	9,3

CHIRAC : DES TENTATIVES POUR PLANIFIER LE CHÔMAGE

Chirac, qu'on avait un peu oublié tous ces temps-ci, revient sur le devant de la scène. Les mesures qu'il propose pour « combattre » le chômage font la une de toute la presse. Il n'y a pas de quoi s'extasier pourtant devant les 95 « comités pour l'emploi » (1 par département) créés par le conseil des ministres d'avant-hier.

1,4 millions de chômeurs au moins, dont 45 % de jeunes : telle est la situation aujourd'hui et les manipulations statistiques de Fourcade n'y peuvent rien. Les politiciens bourgeois auront beau prévoir « la fin du tunnel », annoncer la reprise, faire toutes sortes de promesses mirifiques, il est d'ores et déjà évident que le chômage se maintiendra à un niveau élevé.

Les patrons savent bien, eux, que les grands discours du gouvernement n'ont qu'une fonction : duper les masses. Dans la pratique en effet, le redémarrage de l'activité économique, limité à quelques secteurs d'ailleurs, ne s'est pas jusqu'à présent

accompagné d'une progression de l'embauche : les capitalistes préfèrent, avec le même nombre d'ouvriers, accroître la production, et donc augmenter le rythme de travail. Ils veulent éviter les troubles qu'occasionneraient éventuellement, une fois des travailleurs embauchés, de nouveaux licenciements. Ils poussent enfin le gouvernement à augmenter la mise, en matière de création d'emplois : sans doute trouvent-ils insuffisante encore la somme qui tombe dans leurs caisses chaque fois qu'ils embauchent un nouveau jeune.

Dans une telle situation, la bourgeoisie veut établir un contrôle plus étroit sur une

réalité dont elle sait bien qu'elle va durer, mais qu'elle maîtrise de plus en plus difficilement : elle a besoin de suivre dans le détail les secteurs où se développent les risques d'un affrontement de classe beaucoup plus large, pour élaborer, au coup par coup, des mesures qui parent au plus pressé.

Elle doit régler dès à présent une série de contradictions que produit notamment la lourdeur de sa bureaucratie.

Les comités Chirac n'ont donc pas pour fonction réelle de résoudre le problème du chômage, mais bien d'essayer de planifier autant que faire se peut. C'est eux qui, en principe plus près de la réalité, devront faire passer dans la pratique les mille et une recettes du gouvernement bourgeois pour masquer l'ampleur réelle du chômage.

Et chacun trouvera sa pla-

ce dans une tâche si exaltante : aux inspecteurs d'académie d'ouvrir des classes, même dans les pires conditions, pourvu qu'elles maintiennent sous statut scolaire pendant quelques mois les jeunes qui auront échoué à leurs examens. Aux responsables des contributions de voir quels patrons pourront

Des purges dans les ANPE ?

C'est ce qu'annonçait à la télé Fourcade, en écho au discours récent de Chirac : pour eux, il y a de « vrais » et de « faux » chômeurs ! Certains ne seraient « pas vraiment demandeurs d'emploi ». Aussi s'efforcent-ils de les faire radier des Agences pour l'emploi. La circulaire que Durafour a fait expédier le 10 octobre 1975 par Métails (directeur national des ANPE) visait déjà à cela. Revoir les statistiques, purger les fichiers : tel est le sens des mesures Fourcade-Durafour de différenciation des formes de chômage... Seuls 32 %

bénéficier des dégrèvements d'impôts ! Aux directeurs d'ANPE d'accélérer l'application de la circulaire Métails. Tout ça, sous le contrôle bienveillant des préfets, au pouvoir renforcé de fait, à qui il reviendra comme d'habitude de la tâche d'envoyer les CRS contre les grèves et les occupations d'usines.

Des purges dans les ANPE ?

de chômeurs ont trouvé grâce devant les statistiques du ministre des finances lors de sa « démonstration » télévisée. Mais qu'est-ce donc que les 17 % de travailleurs licenciés en fin de contrats et 14 % après une « mission » d'intérim ? Si l'on s'en tient à ceux qui ne peuvent trouver un emploi, c'est en fait la quasi-totalité. Car les 16 % de « départs volontaires » dont fait état Fourcade sont dus aux salaires et conditions de travail intolérables, pour l'essentiel. Après tous ses comptes d'apothicaire, le ministre se

Les mesures Chirac et celles qui seront annoncées le 15 avril par Durafour, ne constituent en fait que des prétextes pour débloquer de nouveaux crédits aux entreprises capitalistes : elles prouvent en tout cas l'inquiétude de la bourgeoisie devant la montée des luttes contre le chômage.

Des purges dans les ANPE ?

vante d'avoir réglé 100 000 cas de chômage litigieux ! En fait, les agents des ANPE, qui ont réagi avec leurs syndicats à ces manœuvres, ont limité à pas plus de 3 % les annulations (qui sont dues à la radiation artificielle déclenchée par la circulaire Métails). Ils ne sont pas tombés dans le piège gouvernemental, le chantage à la « mauvaise gestion des fichiers » et refusent (souvent avec les chômeurs eux-mêmes) la division entre victimes du chômage qu'on voudrait bien leur faire organiser !

A. ROULIER

LUTTES OUVRIÈRES

Visite d'enfants à l'usine Réhault occupée

"LE DRAPEAU ROUGE C'EST POUR QUOI?"

C'est une très intéressante visite qui a eu lieu à l'initiative de militants syndicaux de Réhault et d'un animateur : mercredi après-midi, une vingtaine d'enfants de 10 à 12 ans, dont plusieurs ont leurs parents chez Réhault, arrivent à l'usine. Au départ, l'idée est de leur montrer l'outil de travail. La visite commence donc par l'annexe. Une personne de la commission extérieure les accompagne et joue le rôle de «guide». Les enfants s'intéressent, commencent à poser des questions sur la façon dont on travaille, comment sont fabriqués les chaussures, pourquoi les machines ne tournent-elles pas ? Puis on traverse la rue et on entre dans le bâtiment principal. Changement d'ambiance, c'est l'Assemblée Générale. Il y a beaucoup d'animation dans ce hall, tapissé de photos, d'affiches, avec au fond un grand drapeau. Les enfants sont étonnés. C'est une discussion sérieuse qui s'engage. Ils veulent tout savoir. Les questions fusent, précises : «Pourquoi tant de monde dans ce bâtiment puisqu'il n'y a plus de travail ?». Une fillette, dont la maman est à l'A.G., répond : «Ils font l'occupation !». «C'est quoi l'occupation ?», reprend un autre. Le guide improvisé, à l'aide d'explica-

tions simples, de comparaisons, d'images, leur explique : «Voyez-vous, tous les ouvriers y travaillent depuis longtemps. Moi, par exemple, j'y suis depuis 1946 et puis un jour, on nous dit le marché de la chaussure est bloqué, on ne peut plus vous garder, et on vous met dehors. C'est un peu comme si vous aviez construit une maison pendant des années et qu'on vous jette à la porte».

Des enfants sont étonnés. Cela existe des choses pareilles ? Visiblement, ce n'est pas tout à fait la même chose qu'on leur apprend à l'école. Ils veulent comprendre : «Mais pourquoi le marché

est-il bloqué ? Comment l'occupation va redonner du travail ? Que font-ils tous dans la grande salle en haut ?» Un garçon lève le doigt. Il a une question précise à poser : «Madame, en arrivant tout à l'heure sur le toit deux drapeaux. Le breton, je le connais, mais le rouge, c'est pour quoi ?» Des explications leur sont données sur la signification du drapeau rouge, on parle de la Commune de Paris et on compare avec le drapeau tricolore.

Cette visite a beaucoup étonné les enfants. La personne qui les a accompagnés et a répondu à leurs questions a été également éton-

née. Elle nous le dit : «Je pensais simplement leur montrer les machines, comment on fabrique des chaussures, mais l'essentiel de la discussion a tourné autour de la lutte. Il y a des questions précises, pertinentes qui parfois m'ont mis dans l'embarras. Comment faire comprendre à des gosses de dix ans le processus qui nous a amené à cette situation et pourquoi nous ne l'acceptons pas, ce n'est pas très facile. D'autant que, aussi bien pour eux que pour nous, c'est une expérience nouvelle. C'est très riche d'enseignements. Nous allons renouveler et même étendre ce type d'expérience».

Gérard PRIVAT



MANŒUVRE DE COINTAT CONTRE LE FRONT SYNDICAL FOUGERAIS

Depuis l'occupation de la mairie de samedi dernier, l'UDR de Fougères s'est indigné : «l'affaire a été déviée sur le plan politique. Cointat qualifie de «déplorables et inadmissibles les faits... et contribue à donner une image injustifiée et mauvaise de notre ville et complique encore les solutions à donner à nos difficultés ! le condamne «les manœuvres inconsistantes, responsables des retards dans l'adoption des mesures prises samedi soir». Monsieur Cointat semble avoir une mémoire chancelante.

L'ordre du jour de la réunion municipale de samedi comportait : aménagement dans la forêt domaniale de Fougères, aménagement d'un plan d'eau... où est le problème de l'emploi ? Quelles mesures devaient être adoptées ? Cointat en dénonçant les inconscients, ceux qui luttent fermement, essaie d'empêcher que ne se crée le front syndical fougérais auquel les travailleurs aspirent. Il ment et tente de s'appuyer sur les «responsables», toujours prêts à accepter la bonne parole de monsieur le maire, tou-

jours prêts à négocier un compromis sur le dos des travailleurs.

Monsieur Cointat, dans un grand élan d'humanisme «responsable» appelle les Fougérais à rejeter «tout gémissement, criailerie et violence stérile, et oublier les divergences d'idées, à se regrouper au sein d'un comité de défense de l'économie fougéraise» !

Pour populariser leur lutte et engager le débat avec les autres travailleurs et l'ensemble de la population, les travailleurs de Réhault organisent dimanche 7 mars, un après-midi détente à côté de leur usine. Venez nombreux !

Voici ce que Cointat a à proposer aux travailleurs, faire l'unité avec les patrons, ses amis, qui eux n'ont pas à gémir puisqu'il font payer leurs difficultés aux ouvriers de Fougères. Pour Cointat, il faut briser la volonté de lutte et d'unité : patrons-ouvriers. Les travailleurs de Réhault montrent la voie mais ce n'est pas celle dont rêve ce cher député-maire.

Sartellys à Roubaix

A l'usine Sartellys de Roubaix, la «bonne marche de l'entreprise» est compromise depuis une quinzaine de jours, par les ouvriers en colère. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est la suppression de trois fuseautiers (ceux qui rangent les fuseaux aux C.A.F.), sup-

pression entraînant une charge de travail accrue pour les bobineurs, ceux-ci se trouvant obligés de ranger eux-mêmes ces fuseaux.

Mais ce nouveau fait d'exploitation ne fait que s'ajouter à bien d'autres faits dé-

noncés rapidement au début de la lutte par un tract intitulé «Y'en a marre !» des ouvriers CGT de l'usine, tract exigeant la suppression de toutes charges de travail supplémentaires, le contrôle des fiches de salaire, le refus des baisses de salaire après cha-

que augmentation, de meilleures conditions de travail et des salaires décents.

Nous avons rencontré D., ouvrière déléguée à Sartellys, participante active à la lutte depuis le début.

— Le Quotidien du Peuple : Peux-tu nous dire quelles actions ont déjà été menées dans l'usine jusqu'à présent ?

— D. : Principalement, huit jours de grève décidés par l'équipe de nuit et soutenus par deux heures d'arrêt de travail, chaque jour, par l'équipe de journée.

— QdP : Pourquoi une telle combativité de l'équipe de nuit ?

— D. : Elle est bien dirigée par son délégué et en plus il y a une majorité d'immigrés.

— QdP : Et alors ?

— D. : Et alors ils sont soumis à un racisme quotidien de la part de l'encadrement, ce qui ne fait qu'augmenter leur colère. Encore récemment, un contremaitre casse une bouteille au débit de boisson de l'usine. Il va aussitôt chercher un immigré et l'oblige à ramasser les débris en le menaçant : «Si tu n'y vas

pas, t'iras boire ton pétrole en Algérie». Alors, tu penses ...

— QdP : Où en est la lutte actuellement ?

— D. : Depuis plusieurs jours, les équipes retravaillent mais tous les jours, il y a un arrêt de travail de deux heures. En plus, et ça, c'est drôlement important, l'équipe de nuit refuse catégoriquement, dans la pratique, les charges de travail. Quand la levée est finie sur leur machine, ils ne

font plus rien parce que les fuseaux qui arrivent ne sont pas rangés. Alors, ça bloque la production.

— QdP : Comment réagissent les patrons ?

— D. : Ah ! Ils ne sont pas heureux. Y'en a un qui disait récemment : «Vous ne pensez pas que je vais perdre des millions à cause de l'équipe de nuit : je vais lock-outers». Ça prouve que la forme d'action est bonne, non ?

Meccano-Cogefom Marine-Wendel licencié 400 travailleurs !

Cette fois, ça y est ! Marine-Wendel a tranché dans le vif, jetant 400 travailleurs de l'usine de La Courneuve (93) au chômage... Le Comité Central d'Entreprise, réuni à Saint-Étienne (au siège) a annoncé l'arrêt officiel de la fabrication à la Cogefom, avec 100 «reclassements» (qui obligeront les ouvriers à gagner l'usine de Saint-Étienne) et 400 licenciements purs et simples, pour «permettre à la société de retrouver à terme son équilibre et d'obtenir les financements nécessaires à l'exécution d'un plan de redressement».

C'est l'aboutissement de la «prise en charge» par Marine-Wendel (trust lié d'une part à Creusot-Loire, de l'autre à Sacilor) : liquider une usine sur les deux, restructurer les services, pour «limiter les charges de l'exercice à un niveau compatible avec les ressources de trésorerie» que ces reclus veulent fixer, voilà la note que les ouvriers de Meccano-la Courneuve refusent de payer, en occupant leur usine depuis le 12 janvier !

Annecy : Société Nationale de Roulements : 4 000 ouvriers occupent

Les 4 000 ouvriers de cette filiale de Renault sont en grève avec occupation, depuis près de deux semaines, pour les 40 H sans diminution de salaire, des augmentations et la garantie de l'emploi. Le 1^{er} mars, la direction a fait citer 9 travailleurs en référé pour entrave à la liberté du travail. L'emploi dans l'usine est menacé, la direction ayant décidé de «supprimer tout investissement non rentable» et d'avoir «une gestion d'effectifs draconienne», une partie des roulements qui sortent de l'usine sont d'autre part importés du Japon, la SNR se contentant d'y mettre sa marque.

S.I.C.C.Na - St Malo

Toujours en lutte pour l'emploi !

Sans attendre le résultat des négociations qu'il souhaite voir s'ouvrir le 10 mars, lors d'une nouvelle réunion prévue avec le candidat acquéreur, le personnel des chantiers navals de la SICCNa a décidé hier, de procéder, à la remise en état de l'entreprise. Voilà plus de huit mois, en effet, que toute activité y a cessé.

«Si nous pouvons gagner une semaine ou deux, ce sera toujours autant de moins que nous aurons à attendre à la porte» disait un responsable syndical. Les ouvriers sont décidés à exiger la reprise de tout l'effectif. Ils demandent aussi, dans leur cahier de revendications, remis à M. Fournier, PDG de la société des Ateliers et Chantiers du Havre, candidat acquéreur, des garanties sur les salaires, les congés et les avantages acquis.

Griffet : halte aux brutalités policières !

Les gars de Griffet sont sortis hier avec une grue au «vieux port» en faisant signer une pétition au sujet des brutalités policières : (ci-joint des extraits du communiqué des grévistes à ce sujet)

- Lundi 1^{er} mars : manifestation, répression policière.
- Jeudi 4 mars : manifestation, «discussion» policière.

Alors ? La situation et la conduite des chômeurs de Griffet sont claires. (...) Nous sommes en état légitime de réclamer du travail, de dénoncer une économie de faillite, de crier notre indignation en face du silence dans lequel nous laisse le pouvoir depuis un an !

Donc, en gros notre conduite est logique et justifiée. Par contre, ce qui n'est pas clair du tout c'est la position du pouvoir qui envoie sa police contre les travailleurs au chômage (ou alors c'est parfaitement clair !).

Nous ne sommes en aucun cas dans une société libérale avancée car lundi nous avons été braqués par des révolvers, menacés de matraquage, nos banderoles ont été lacérées, nos délégués syndicaux jetés à terre. La population du Canet (quartier de Marseille) nous a soutenus, des ouvriers de la SAM ont signé une pétition, ceux de Groignard, de la SFAT, de la CMR nous ont témoigné leur sympathie lors de la distribution des tracts. A noter aussi que des gars de Sud-Maine ont débrayé aussi 1/4 d'heure... Pourquoi quand les travailleurs demandent la discussion le pouvoir répond par la répression ?

Amis, camarades, rendez-vous chez Griffet à partir de 9 H, samedi 6 mars 1976, 284 Bd Gay-Lussac 13 014 Marseille pour la solidarité des travailleurs, contre la répression policière. La lutte paiera !

PAYSANS EN LUTTE

OCCUPATION POLICIERE DANS LE MIDI VITICOLE

ILS ONT TUE

Mercredi, dès l'annonce de l'interpellation de 5 personnes pour l'attaque de la cave de Meximieux dans l'Ain, des viticulteurs affluent, de tout le département de l'Aude et de l'Hérault, vers la ville de Narbonne. Dans la soirée, ils séquestrent le commandant Guérin, pour obtenir la libération de leurs camarades. Ils le relâchent, pensant que leurs camarades interpellés seraient libérés rapidement. Mais les autorités ne changent pas de position. Au contraire, les viticulteurs apprennent peu après qu'ils ont quitté Montpellier sous bonne garde, sans qu'on sache où exactement, probablement pour Bourq-en-Bresse.

La colère éclate : par groupes, les viticulteurs attaquent aux bureaux des finances de la ville et des environs, aux perceptions, aux relais des PTT, installations d'autoroutes, au réseau de chemin de fer, aux gares, pylônes électriques... Tout ce qui représente le pouvoir devient la cible de leur colère. « Nous les ferons sauter un par un, jusqu'à ce qu'on relâche nos camarades ». Vers 4 heures du matin, la ville est jonchée de dossiers répandus sur la chaussée...

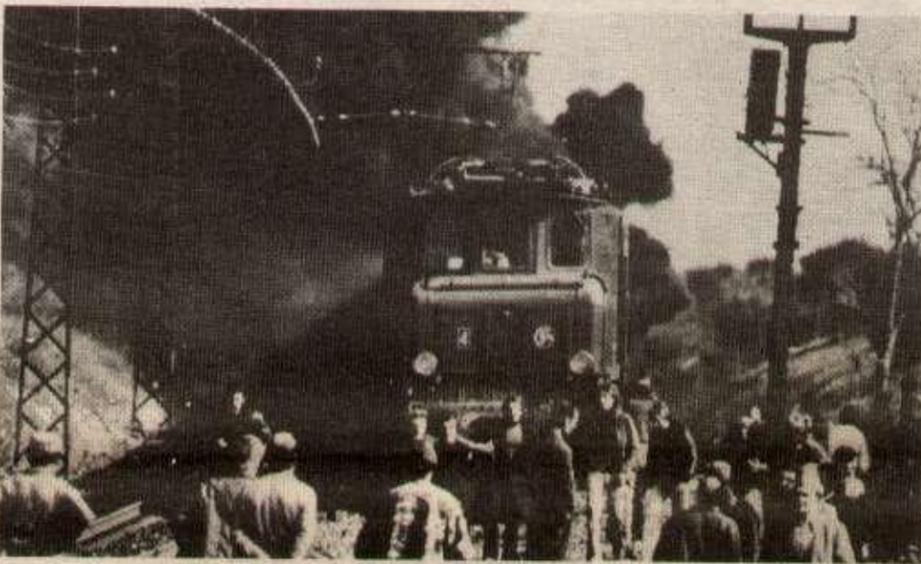
Avant la dispersion, le Comité d'Action Viticole appelle à continuer l'action le lendemain. Rendez-vous est pris pour la fin de la matinée, « vivres au sac », « pour poursuivre la

lutte pour la libération des 5 camarades ».

Hier matin, une voiture sono du Comité d'Action Viticole appelle les habitants de Narbonne à faire en sorte que la ville « demeure ville-morte », par solidarité avec les emprisonnés. Aussitôt, les marchands forains du marché replient leurs étalages, les commerces ferment. On

hicales qui ont conduit les viticulteurs de l'Aude à Meximeux. Deux viticulteurs, Michel Olive et Salvador Domenech sont inculpés et écroués.

Dans tout le département de l'Aude, les mairies sont fermées, sur décision de l'Association des maires, « en raison de la gravité des événements qui se sont déroulés à



apprend dans la matinée que les viticulteurs ont été écroués à la prison Saint Paul de Lyon, sous le prétexte d'éviter des représailles des ouvriers (!) de la cave, réduits au chômage technique par l'attaque des viticulteurs. La campagne de division commence !

En fin de matinée, trois des inculpés sont libérés. Ils auraient fourni les vé-

Narbonne, et de l'arrestation arbitraire d'un certain nombre de viticulteurs ».

La colère des viticulteurs n'a pas été éteinte par les 3 libérations. Ils exigent que tous sortent de prison, et continuent leurs actions. Dans la matinée, des barrages sont mis en place dans la région de Béziers, à Montagnac, Pézenas, sur la

nationale 113, à Bessan. Les viticulteurs restent mobilisés.

En début d'après-midi, Michel Romain, responsable du CAV, déclare : « Nous décrétons la mobilisation générale sur l'ensemble du Midi, avec, comme points forts, l'Aude, l'Hérault, et le Gard, tant qu'on ne remettra pas en liberté les deux viti-

ment sera propice, nous trouverons d'autres objectifs. Avec la volonté des responsables qui, jusqu'ici y sont parvenus, nous nous efforcerons d'éviter des affrontements qui pourraient avoir des conséquences dramatiques. Notre étonnement est grand de constater que le pouvoir fait tout pour en arriver à des solutions type Corse ».

Aussitôt, les viticulteurs partent barrer les routes du département. Vers 15 H au barrage sur la voie ferrée au pont de Montredon, les viticulteurs ont stoppé un train de marchandises et mis le feu à trois wagons. Pour les disperser, les CRS lancent des grenades lacrymogènes contre les viticulteurs. Une fusillade éclate, les viticulteurs tirent sur les CRS avec des fusils de chasse, les CRS n'hésitent pas à faire usage de pistolets mitrailleurs, de fusils, et de grenades offensives. Plusieurs manifestants qui se replient vers un talus sont atteints par les balles. Un viticulteur reçoit une balle dans la tête, il est tué. Du côté des CRS, le commandant Leqoff, grièvement blessé, meurt peu après. « Ils nous tiraient dessus avec des fusils de chasse, nous avons dû déguerper », déclarera un gradé !

A 16 heures, la fusillade se poursuivait, des ren-

forts de CRS sont acheminés. Les 1 000 manifestants se replient sur Narbonne. Plus de 2 000 se regroupent vers 17 H.

Pendant tout l'après-midi, les barrages s'étaient renforcés, toujours plus denses, dans toute la région de Béziers : Florensac, chemin vicinal 18, autoroute A 9, Pézenas, Valros. A Agde, un gros rassemblement bloque la circulation sur le pont qui enjambe l'Hérault. Dans le nord du département, 3 barrages autour de Gignac et Rabieux. Près de Sète, au croisement de la 113 et de la 108. Au col de Poussarou. Dans l'est, sur l'échangeur de Vendargues et l'autoroute Orange Narbonne. Le trafic ferroviaire est interrompu à Baillargues, près de Lunel. Barrages aussi entre Nîmes et Montpellier, entre Sète et Agde... A Vendargues, les gendarmes et les CRS lancent des grenades lacrymogènes pour disperser le barrage, mais les viticulteurs le reconstruisent un peu plus loin.

Dès l'assassinat d'Emile Poytes par les flics connu, les maires de l'Hérault donnent l'ordre de fermer les mairies vendredi et samedi : « le gouvernement porte toute la responsabilité des événements qui se déroulent dans la région ».

Monique CHERAN

CONTRE LA RÉPRESSION

RENFORCONS L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS

La fusillade de Monredon marque un nouveau pas dans l'affrontement entre la petite paysannerie et ses exploités. On voudrait nous l'expliquer comme un brusque et imprévisible accès de colère de ces vigneron du Sud au sang chaud. C'est bien d'autre chose qu'il s'agit.

Les luttes paysannes ces derniers mois n'ont cessé de s'amplifier, et ont touché un grand nombre de régions.

A plusieurs reprises, viticulteurs, producteurs de lait, de viande sont massivement descendus dans la rue. Le 6 novembre ils étaient plus de 5 000 à Montpellier, le 18 novembre 2 500 à Cognac, plusieurs milliers encore à Sète le 29 décembre, et à nouveau à Cognac le 21 janvier. A côté de ces manifestations, les viticulteurs se sont mobilisés chaque jour pour empêcher les importations de vin italien par les négociants, des camions de vin ont été interceptés, leur contenu répandu sur la chaussée, des caves-coopé-

ratives ont été occupées et vidées. Il y a trois jours c'était l'action contre le négociant Ramel à Meximieux à la suite de laquelle cinq participants ont été arrêtés. De leur côté les producteurs de lait et de viande, ne restaient pas inactifs : puissantes manifestations en janvier, à Caen où 5 000 paysans affrontaient les CRS, et le 17 février dans plusieurs villes dont Epinal où la police frappait mortellement Michel Boyé.

UNITÉ AVEC LA CLASSE OUVRIÈRE...

Les luttes paysannes ont été plus nombreuses, plus puissantes : elles présentent

également des caractères nouveaux. Traditionnellement la paysannerie demeurait sous l'emprise des paysans les plus riches qui se servaient des petits paysans comme masse de manœuvre pour obtenir des avantages supplémentaires. Aujourd'hui cette situation est en train de changer, les petits paysans sont à la tête des luttes, les dirigeants agricoles vendus, les Debatisse, sont dénoncés et n'arrivent plus à contenir la colère des petits qui voient leur misère et leur travail s'accroître tandis que les gros s'enrichissent. Les paysans se sont fréquemment opposés à des ventes de terre au profit de cumulard ou bien ont installé des paysans sans terre sur les terres d'un gros propriétaire. Parmi les viticulteurs, ce sont les petits du midi viticole qui se sont portés à la tête des manifestations et des actions contre les négociants.

Progressivement à travers leurs luttes les paysans ont

commencé à tisser l'unité avec les ouvriers. Souvent au cours d'une grève, les paysans viennent proposer leurs produits gratuitement ou à bas prix. A Marseille par exemple, des paysans sont venus distribuer des pommes aux chômeurs. Dans le midi le comité d'action viticole a rencontré les syndicats ouvriers et organisé des actions communes. La coupure entre ouvriers et paysans créée et utilisée par la bourgeoisie commence à disparaître ; se construit l'unité populaire des ouvriers et des paysans contre le pouvoir des exploités.

CONTRE LA RÉPRESSION

Lors des manifestations de février, on a voulu nous présenter celles-ci comme un soutien à Bonnet le ministre négociateur pour qu'il obtienne des meilleurs prix agricoles à Bruxelles. Mais ces illusions sur l'unité avec le gouvernement français dans le marché commun agricole

qui devait apporter la prospérité ont en grande partie disparu. Le marché commun agricole, les paysans ont compris ce que c'était : leur ruine, des régions entières désertes, accaparées par les trusts agro-alimentaires. Ils ont également compris que loin de défendre leurs intérêts le gouvernement français finissait toujours par s'aligner sur ses partenaires dans le but d'accélérer l'exode rural et la concentration.

Contre cette politique, une seule voie : l'action de masse, la lutte, c'est dans cette voie que les paysans se sont engagés, c'est sur cette voie qu'ils ont rencontré les matraques et les grenades des mercenaires de Poniatowski, et hier les fusils mitrailleurs. Aux légitimes revendications des paysans, la bourgeoisie a répondu par la démagogie puis par la violence meurtrière. A chaque fois que les travailleurs : ouvriers paysans employés engagent la lutte, s'organisent ils trouvent en

face d'eux la police, les milices patronales, la justice.

Les paysans se sont heurtés à la même violence, à la même répression qui frappe les ouvriers, les expulse de leurs usines, à cette justice qui permet les perquisitions dans les locaux syndicaux et jette en prison syndicalistes et soldats.

A Monredon comme à Epinal, à Fougères, ce sont les libertés démocratiques qui sont en cause. La bourgeoisie veut nous interdire de manifester, de lutter contre sa politique antipopulaire, contre le chômage et la misère, par une répression sans cesse accrue.

Ceci appelle une riposte, nous ne laisserons pas impunis les meurtres d'Epinal et de Monredon ! Tous unis ouvriers et paysans nous riposterons aux crimes de la bourgeoisie !

Serge LIVET

INTERNATIONAL

3 MORTS DANS UNE MANIFESTATION OUVRIÈRE

PAYS
BASQUE

LE FASCISME ASSASSINE

Mercredi, à Vitoria, au pays basque (province de Alava), la police fasciste a ouvert le feu sur une manifestation populaire, qui sortait d'une église : le bilan est lourd : 3 morts, José Martínez, 27 ans, ouvrier aux «Fuerzas Alabesas», Miquel Ortiz, un étudiant de 17 ans et Romualdo Barroso, étudiant de 19 ans. A l'heure actuelle, une centaine de blessés par balles ont reçu des soins à l'hôpital tandis que 56 personnes restent hospitalisées. Dès la fin de la soirée des corps spéciaux anti-répression ont été amenés de Bilbao et Logrono et, ce matin, l'armée a pris position dans tous les carrefours : Vitoria est en état de siège, tout regroupement est interdit. Les commerces et les bars ont baissé leurs rideaux. On s'attend généralement à des manifestations de grande ampleur à Vitoria et dans d'autres villes pour l'enterrement de ces 3 combattants assassinés par le fascisme.

Dès hier, tout le pays basque était en effervescence !

Car de même qu'à Elda il y a 10 jours, le fascisme a voulu tuer, c'est de meurtre qu'il s'agit. La colère du peuple lui fera payer ce meurtre.

DEUX MOIS DE LUTTE
ININTERROMPUE

En réalité, tout Vitoria était dans la rue mercredi : depuis environ 2 mois, les principales usines de ce centre industriel de province (métallurgie) sont en lutte. Le dimanche 22 février déjà une journée de lutte avait rassemblé plus de 5 000 personnes. Les ouvriers se sont dotés

d'un Conseil des Travailleurs pour faire aboutir leurs revendications sur les hausses de salaire. Le Comité du patronat local refusait de négocier avec les travailleurs élus et ne reconnaissait que le syndicat officiel fasciste. Des milliers d'étudiants s'étaient joints à cette journée. Preuve de la croissance de la mobilisation populaire, et d'une combativité renforcée après 2 mois de lutte, mercredi

demment faire taire.

De Barcelone, on nous indique que le crime de Vitoria n'a quère surpris : la police s'était montrée, ces dernières semaines, de plus en plus sauvage dans ses interventions répétées. Certains même se posent la question de savoir si ce n'est pas elle qui gouverne, car elle est partout et réprime tout mouvement de protestation populaire.

de, en particulier vis-à-vis de l'extérieur, sont en train de disparaître, parce que justement les luttes de masses tendaient à se saisir de toute brèche pour l'élargir.

Ce que le régime fasciste ne peut tolérer, c'est le fait que les luttes des peuples d'Espagne, depuis plus de deux mois, non seulement gagnent en extension et touchent de nouvelles couches de peu-



Les policiers assassins du fascisme espagnol. Ici, à Barcelone.

10 000 personnes manifestaient : toutes les usines, les étudiants, les ménages qui pour protester contre la hausse du coût de la vie exhibaient leurs papiers vides. A ces revendications contre les salaires de misère viennent s'ajouter les aspirations nationales des nationalités opprimées, qu'un discours en catalan ou en basque et la reconnaissance de la langue ne peuvent évi-

Mais dans le même temps, les masses n'ont plus peur d'affronter les forces de répression.

Aujourd'hui plus que jamais, les supputations sur la libéralisation du régime fasciste de Juan Carlos apparaissent pour ce qu'elles sont : du vent ! On assiste depuis quelques temps à une nouvelle «fermeture» du régime : les quelques apparences destinées à repeindre sa faci-

ple, mais qu'elles persistent et s'approfondissent : car, au cours de ce processus de luttes, il y a une maturation politique du mouvement : les masses rejettent, largement, la politique de pseudo-libéralisation, elles commencent à rejeter, au moins pour une partie d'entre elles, les perspectives conciliatrices des révisionnistes.

Hélène VARJAC

Après les mesures du Mozambique contre le régime rhodésien

L'AFRIQUE CONTRE LES RACISTES

Depuis deux jours, maintenant, le Mozambique s'est déclaré «en état de guerre», avec la Rhodésie. Lorsque Samora Machel, président de la République Populaire du Mozambique, a annoncé cette décision, il avait, à ses côtés, l'évêque Abel Muzorewa, chef du Conseil National Africain du Zimbabwe (nom africain de la Rhodésie). Présence qui symbolisait bien l'aide apportée par le Mozambique et d'autres pays africains à la lutte du peuple du Zimbabwe.

La décision du Mozambique de fermer la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie pose à cette dernière de graves problèmes économiques. Les communications les plus importantes, en effet, de la Rhodésie vers l'Océan Indien traversent le Mozambique, jusqu'au port de Beira.

Outre la confiscation des biens rhodésiens en Mozambique, cette décision affaiblit le régime d'occupation des

250 000 colons qui oppriment plus de 5 millions d'africains.

L'aide des États africains au peuple du Zimbabwe s'est concrétisée, au début de février dernier, lors d'une réunion des chefs d'États africains voisins du régime d'occupation de Rhodésie. Les quatre présidents de Zambie, du Mozambique, de Tanzanie et du Botswana avaient adopté une position commune : soutien généralisé à la lutte armée au Zimbabwe jusqu'à ce que le régime minoritaire d'occupation blanc de Rhodésie soit renversé au profit de la majorité africaine.

La solidarité des pays africains avec le peuple de Zimbabwe s'est exprimée sous différentes formes jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, la Tanzanie aidait, le 23 mars 1972, les deux mouvements nationalistes africains ZAPU et ZANU, à constituer, à Dar es Salaam, un «commandement militaire unifié», afin de mieux coordonner la lutte

armée, dont les premières actions remontaient à août 1967. Cette aide de la Tanzanie s'est poursuivie par les possibilités offertes aux combattants du Zimbabwe de s'entraîner systématiquement à la lutte en territoire tanzanien. Ils sont aujourd'hui 10 000 prêts à renforcer militairement les 3 000 militants déjà engagés dans le combat.

Dans le même temps, les autres États africains, appuyés par l'Organisation de l'Unité Africaine, combattaient pour l'application effective des décisions de l'ONU : cette dernière a condamné le régime de Salisbury pour sa politique raciste. La lutte armée n'ayant jamais cessé, le problème, aujourd'hui est celui d'un développement de large ampleur du mouvement de libération armée. C'est ce qu'avait souligné, en juin dernier, Samora Machel, lors d'un grand rassemblement de soutien du peuple du Mozambique au peuple de Zimbabwe : après

avoir rappelé que toute incursion des troupes rhodésiennes au Mozambique, sous prétexte de «poursuite» des combattants du Zimbabwe, se heurterait à la riposte armée des troupes du Mozambique, Samora Machel affirmait que le Mozambique soutiendrait le peuple de Zimbabwe, car «la liberté de Zimbabwe est la liberté du Mozambique». Une «Banque de Solidarité» était créée, afin d'aider «les peuples opprimés et le Mozambique dans la reconstruction nationale». Il ajoutait : «Notre devoir aujourd'hui est de nous mobiliser pour aider le peuple de Zimbabwe et si nécessaire de combattre son oppresseur». Cette solidarité du peuple du Mozambique, hier encore en lutte contre le colonialisme portugais, montre la voie au peuple de Zimbabwe : la lutte armée pourra seule renverser le régime fasciste de Salisbury et libérer les masses populaires africaines.

Camille-NOËL

En bref

Portugal : Otelo
de Carvalho libéré

Le major Otelo de Carvalho, ex-commandant du COPCON, ex-membre du Conseil de la Révolution, a quitté dans le plus grand secret, dans la nuit du 3 au 4 mars, la prison militaire de Santarém où il était incarcéré. La nouvelle de sa libération a été seulement confirmée le 4 mars à midi. Cette libération intervient quelques jours après la publication d'une déclaration du général d'aviation M'raís e Silva, qui marquait une nouvelle offensive de la droite militaire contre les officiers sociaux-démocrates du «groupe des neuf». On peut se demander si cette mesure n'est pas liée aux tentatives d'alliance que ce dernier groupe de militaires, encore majoritaire au Conseil de la Révolution, cherche à nouer sur sa gauche. Dans la dernière période, les amis de Melo Antunes ont en effet multiplié les avances, tant en direction du P«C»P que des officiers progressistes indépendants regroupés autour de Carvalho. Cette nouvelle lutte, dont l'enjeu est un glissement vers la droite, se déroule dans des conditions où les illusions qui avaient pu exister sur la nature de classe du pouvoir au Portugal sont bien dépassées. Dans le cadre de luttes internes à la bourgeoisie, le groupe de Carvalho peut désormais tout au plus apporter un appoint à l'un des clans en présence.

Moscou : les congressistes
se partagent le gâteau

La journée d'hier était au congrès du parti «communiste» soviétique celle de l'élection au Comité Central : c'est alors qu'ont joué toutes les attaques sourdes, tous les pièges mis sous les pas des différents dirigeants au cours des dernières journées. Particulièrement, on pouvait s'interroger sur le sort du ministre de l'agriculture Polianski, qui pourrait être sacrifié au mécontentement des masses. Quoi qu'il en soit, les déchus eux-mêmes ne seront pas à blâmer : depuis Khrouchchev, la nouvelle bourgeoisie soviétique a convenu d'assurer à ses membres des richesses dorées. C'est aux masses populaires qu'elle réserve tous ses coups.

Loi réactionnaire
en Irlande

D'après une nouvelle loi adoptée par le parlement irlandais, les «terroristes» pourront être arrêtés, que leurs activités aient lieu en Irlande du Sud ou dans le territoire occupé du Nord. Cette loi permettra de réprimer dans la partie indépendante de l'Irlande les patriotes qui mènent la lutte au Nord contre l'occupant britannique. Elle est un nouvel acte d'allégeance du pouvoir en place à Dublin à l'égard de Londres, et une véritable trahison nationale.

Corée du Sud :
répression fasciste

A la suite d'une réunion d'opposition tenue dans une salle, neuf personnes ont disparu, enlevées par les services secrets du gouvernement fasciste. Au cours de cette réunion, les participants avaient réclamé la liberté d'expression, l'abolition de l'état d'urgence, la libération des étudiants emprisonnés, et la liberté d'expression. Directement aux mains de l'impérialisme américain qui a tenu depuis des années la division en deux de la Corée, le régime de Park ne parvient pas à réprimer l'aspiration des masses à l'unité nationale qu'au moyen de la terreur.

Corée : réunion contre
le régime de
Park Chung Hee à Séoul

Sept cents personnes se sont réunies dans une église de la capitale sud-coréenne pour protester contre la répression fasciste, demander la démission de Park Chung Hee, la libération des étudiants emprisonnés, l'abolition de l'état d'urgence et pour obtenir la liberté d'expression. Un appel signé de personnalités françaises condamne par ailleurs le régime fasciste qui règne au sud du 38° parallèle, et demande l'ouverture d'une enquête sur les agissements de la secte Moon, dirigée par un agent des CIA américaine et coréenne.

DOCUMENT

CHINE: LA LUTTE CONTRE LE DEVIATIONNISME DE DROITE CRISE D'APPAREIL, NON; CONTROLE POPULAIRE, OUI! (2)

Pour nos commentateurs aux idées courtes, l'effervescence présente trouve son origine dans la mort du premier ministre Chou En lai, plus précisément dans l'appétit de pouvoir des candidats à son héritage, chacun cherchant à éliminer le concurrent. Les bourgeois ont pour habitude de peindre les socialistes à leur image, avec une grande pauvreté d'imagination.

De fait, la campagne avait commencé avant la disparition du chef du gouvernement, le 8 janvier. L'éditorial du nouvel an dénonce le vent déviationniste de droite, et ce faisant, nous l'avons dit, se fait simplement l'écho de l'agitation développée bien plus tôt dans les universités. Ce courant de «gauche» rejoignait la grande campagne pour l'étude de la dictature du prolétariat lancée en février 1975, qui avait permis de dénoncer la nouvelle bourgeoisie dans le sein du socialisme.

La presse française a cru déceler une crise dans la nomination de Hua Guofeng à la direction du gouvernement (par intérim); elle attendait Teng Hsiaoping dont elle avait fait la connaissance au printemps précédent. Mais Teng, à 72 ans, était-il le premier ministre rêvé pour la relève? Tous les spécialistes de Pékin savaient qu'on l'avait choisi pour remplacer Chou En lai au début de sa maladie, mais que Teng n'était là en principe que pour assurer la transition. Hua Guofeng, âgé de 54 ans, paraît en tout état de cause, répondre mieux aux exigences de rajeunissement de la direction. Depuis l'été, il assumait des responsabilités de premier plan (mission extraordinaire du Tibet, conférence agricole de Tatchai en septembre notamment).



L'affiche en gros caractères : moyen important du débat de masse en Chine.

Si la vie politique chinoise était brusquement devenue une foire d'empoigne, comment expliquer que le ministère des affaires étrangères ait conduit obligeamment les journalistes étrangers vers les journaux muraux de l'université Tsinghua? Quel journaliste sérieux peut croire que le Quotidien du Peuple ait pu annoncer en première page une scission du comité central, alors que ceux qui ont la moindre habitude des pays socialistes savent que l'habitude n'y est pas de souligner à plaisir les divergences.

L'INFORMATION CAMELOTE

Méconnaissance de la Chine, de la langue? Peut-être, mais surtout information-marchandise qu'il faut vendre, camelote et charlatanerie. Et encore, impossibilité totale

La lutte des classes connaît actuellement en Chine de nouveaux et importants développements. Dix ans après la Révolution Culturelle, les affiches en gros caractères couvrent à nouveau les murs.

L'ami de la Chine qui nous a fait parvenir ce point de vue sur la lutte en cours a séjourné longtemps dans ce pays et à une période assez récente.

pour la bourgeoisie de croire à la réalité, à la sincérité d'un débat populaire.

Au lieu de voir partout d'obscures jalousies mérovingiennes, il vaut mieux dans notre article «prendre pour axe la lutte des classes». Elle se manifeste en tous domaines, et particulièrement sur deux points essentiels: l'attitude à avoir à l'égard de la révolution culturelle, la stratégie à adopter dans le développement économique.

Cette grande innovation socialiste que fut la révolution culturelle prolétarienne trouve des adversaires dans son propre pays. C'est bien normal, comme épisode de la lutte des classes. Les idées de Liu Shaochi et celles de Lin Piao (familières pour nous, puisque ce sont celles du révisionnisme dans ses versions fascistes ou social-démocrate) n'ont pas disparu; quiconque séjourne en Chine entend tenir un jour ou l'autre des propos révisionnistes.

L'éditorial du Nouvel an le dit sans ambage:

«L'appréciation que l'on porte sur la grande révolution culturelle prolétarienne reflète aujourd'hui de façon concentrée la lutte entre les deux classes, les deux voies et les deux lignes... L'approuver ou la dénigrer, c'est foncièrement continuer la révolution ou travailler à la restauration et à la régression. Cette lutte durera encore longtemps.»

Germes de la nouvelle société socialiste, les comités révolutionnaires, la participation des cadres au travail manuel, l'école et l'université à porte ouverte, les écoles du 7 mai, les médecins aux pieds nus, le contrôle populaire exercé sur les dirigeants, etc., ne trouvent pas du premier coup leur formule idéale. Faut-il pour cela les dénigrer et organiser le retour en arrière?

«Une attitude correcte envers cette grande révolution culturelle suppose une attitude correcte envers les réalités nouvelles du socialisme affirme encore l'éditorial... On ne doit en aucun cas les blâmer arbitrairement ni leur «administrer une douche froide» à l'instar des seigneurs bourgeois, et encore moins les étrangler, en emboîtant le pas à une petite poignée de gens hostiles qui nourrissent de noirs desseins.»

LA MARCHÉ ECONOMIQUE JUSQU'À LA FIN DU SIECLE

Autre point épineux: la stratégie économique.

La Chine veut porter son économie attardée au niveau atteint par les pays industriels, et ce pour la fin du siècle, en 25 ans seulement. Le débat n'est pas comme on le dit si souvent entre le progrès politique et le progrès économique - que vaudrait une politique incapable d'augmenter la production d'un pays pauvre? -, mais entre diverses conceptions du développement. Il porte en

particulier sur l'importance attachée à la mobilisation des énergies collectives et populaires, grâce aux progrès dans la démocratie économique quotidienne et aux études et réflexions qui les accompagnent.

Quel est le principal facteur de production? L'homme ou son équipement? On ne peut placer les deux facteurs sur le même



Discussion dans une entreprise chinoise (lutte contre Lin Piao et Confucius).

plan: puisque l'homme construit, utilise, améliore - voire esquinte ou sabote - l'équipement, et que celui-ci est totalement incapable de produire par lui-même, comme on voit en ces temps de chômage.

Mettre l'accent sur l'homme au travail, c'est engager un long processus de transformation politique et sociale qui tourne le dos au capitalisme, et assure la maîtrise d'un stock d'équipements croissants. Mettre l'accent sur l'équipement, c'est accorder la priorité aux techniques, et forcément s'en remettre pour la mobilisation du facteur humain aux vieux trucs des sociétés exploiteuses: le stimulant monétaire, l'avantage matériel, la gratification ou la prime, le salaire aux pièces, etc...

Pour augmenter la production, il faut d'abord placer ou replacer les usines dans les mains des vrais marxistes, dans les mains des masses ouvrières. Même s'il se tue au travail et s'il déborde de talents, un président de comité révolutionnaire que les ouvriers considèrent comme étranger à leurs rangs parce qu'il transmet ses directives à la manière d'un patron capitaliste, ne pourra obtenir des augmentations substantielles de production.

Sur ce point capital, le débat remonte à fort loin. Au VIII^e congrès de 1956, par exemple, où Liu Shaochi considère que la contradiction principale n'est plus celle du prolétariat et de la bourgeoisie, mais celle du régime socialiste avancé et des forces productives arriérées. A la période des coopératives, même, avec ce slogan: «l'industrialisation d'abord, coopératives ensuite». Au IX^e congrès de 1969, où Lin Piao et Chen

Pota affirment que la tâche principale, désormais, c'est d'accroître la production.

Le débat renvoie aussi à Bernstein, à Kautsky, à Khrouchtchev (19 novembre 1962, durant le comité central: «l'affaire importante, c'est l'économie, c'est la production»; 8 décembre 1962, éditorial du Journal de l'économie: «dans les conditions du socialisme, l'économie est plus importante que la politique»).

LA REVOLUTION CULTURELLE ET LES CAMPAGNES POSTERIEURES

Le mouvement en cours nous ramène à la Révolution Culturelle, à la critique du Liu Shaochi et des défenseurs de sa ligne. Il est donc peu étonnant de voir rappeler par les affiches que certains dirigeants d'aujourd'hui, parmi lesquelles le vice premier ministre Teng Hsiaoping, ont commis des fautes en ce sens par le passé.

Même s'il y a faute, une autocritique sincère permet de repartir d'un meilleur pied.

Seulement, il faut corriger les erreurs, et à cet égard, l'éditorial du 24 février nous parle de ces «responsables qui au sein du parti s'engagent dans la voie capitaliste et refusent de s'amender». Un problème subsiste.

Depuis le début du régime, les campagnes se sont succédées en Chine, à la moyenne d'une environ par an. Depuis 1970, citons:

- le mouvement d'étude du marxisme-léninisme (1970)
- la critique du révisionnisme et rectification du style de travail (1971-72)
- la critique de Lin Piao et rectification du style de travail (1973)
- la critique de Lin Piao et de Confucius (1974)
- l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat avec à l'automne la critique du roman «Au bord de l'eau» (1975)
- lutte contre le déviationnisme de droite (1976).

Ces campagnes relèvent de la vie politique socialiste, du mouvement politique populaire. Elles ne sont en rien une crise, mais une preuve de vitalité, même et surtout si des dirigeants sont visés par les critiques. Que le peuple exerce son contrôle sur l'équipe dirigeante, c'est dans la nature de la démocratie. La crise, ce serait le silence, ce mutisme auquel est condamné le peuple soviétique; ce serait que le peuple chinois n'ait pas plus son mot à dire sur la composition des échelons supérieurs que le peuple français auquel on jette tous les cinq ans la carotte d'une élection.

Charles DUFOUR

Bruxelles

NEGOCIATIONS SUR LE DOS DES PETITS PAYSANS

Les deux productions qui sont au centre des discussions du marché commun agricole sont le lait et le vin. Deux produits bien différents mais il est intéressant de remarquer que les problèmes qu'ils posent et les solutions proposées pour les résoudre ont pas mal de points communs.

Le premier est le fait que le lait et le vin concernent une multitude de petits producteurs.

En 1973, cinquante départements français se répartissaient inégalement 7 683 000 vaches laitières. Dans ce cheptel total 60 % des vaches se trouvent dans des exploitations de moins de 20 vaches. La moyenne par étable est de 11 vaches. Ces chiffres, malgré leur généralité, démontrent clairement qu'en France, la production laitière concerne en premier lieu les petits et les moyens paysans. Dans la grande majorité des cas, ceux-ci sont contraints à se livrer à ce genre de production. Leurs exploitations, en effet, ne sont pas assez vastes (autour de 15 hectares en moyenne) pour dégager le capital nécessaire à un changement : ce qui serait possible (élevage sans sol de volailles, de porc, etc...) demande des investissements importants. Or ils

sont trop «petits» pour obtenir des prêts du Crédit Agricole... Les marchands d'aliments du type Sanders le savent bien qui leur proposent des contrats d'intégration, contrats d'exploitation éhontée, souvent dénoncés dans ce journal. Continuer à faire du lait ou entrer dans l'engrenage infernal de l'intégration : beaucoup choisissent le lait... Pour les plus petits, le lait est une source régulière d'argent, source toute modeste, mais qui permet de disposer de quelques liquidités pour les achats de première nécessité. Les chèques de la coopérative sont la bouffée d'oxygène qui permet de survivre...

LE LAIT ET LE VIN

Pour le vin, les «spécia-

listes» parlent de producteurs «marginiaux», c'est-à-dire de viticulteurs produisant moins de 100 hectolitres par an, ce qui correspond à une surface plantée de 0 à 2 hectares. Ces «marginiaux» représentent 79 % des exploitations. Au dessus d'eux, il y a les «petits viticulteurs», ceux qui produisent entre 100 et 300 hectolitres par an (surface plantée entre 2 et 6 hectares). Ces petits viticulteurs représentent, eux, 13 % du total.

Si l'on additionne ces deux groupes, on se rend compte que cela fait 92 % des exploitations viticoles : une écrasante proportion ! Et malgré leur petite taille, ils constituent près de la moitié de la production de vin (43 % de l'offre).

Comme pour le lait et même si l'on ne tient pas compte des conditions de terroir et de climat, que faire sur des propriétés de moins de 6 hectares en moyenne ?

Autre point de ressemblance : ces petits producteurs sont en quasi totalité dépendants de coopératives ou de firmes industrielles pour la



transformation et l'écoulement de leurs produits. Il ne serait certes pas juste de pousser trop loin la comparaison entre les coopératives viticoles et les coopératives laitières. Il suffit de remarquer que c'est une multitude de petits producteurs qui constitue leur «infanterie».

«LA SURPRODUCTION»

La «surproduction» est le

refrain que l'on entend continuellement : trop de vin... trop de lait... C'est vrai qu'il existe des excédents mais à qui en incombe la responsabilité ? Aux producteurs ou aux négociants qui, par exemple, fabriquent du vin sans raisins par centaines de milliers d'hectolitres ?

La montagne de poudre de lait est bien réelle mais qui en est finalement responsable : les petits producteurs laitiers ou la législation bourgeoise qui a donné aux industries de transformation une occasion rêvée de faire des profits en édifiant cette montagne ?

La «surproduction» est un alibi qui cache la racine du désordre. Cette racine, c'est la nécessité pour le capital de se développer, de se reproduire et pour cela de pousser à la production aveugle dans des unités de plus en plus grandes pour que le capital y trouve une occasion de s'investir plus massivement et de circuler plus rapidement. Les petits viticulteurs protestent quand ils entendent parler de «surproduction». Ils ont raison car ils ont compris que dans la bouche des «spécialistes» bourgeois, cela ne désigne pas le désordre engendré par la logique capitaliste mais l'alibi de leur disparition.

«La QUALITÉ»

Face à cette «surproduction», le premier remède proposé est la promotion d'une «politique de qualité». C'est connu pour le vin ; c'est moins connu mais tout aussi vrai pour le lait. Sous couvert de «qualité» ce qui est réellement demandé aux petits producteurs laitiers, c'est de fournir une matière première plus adaptée aux normes industrielles de la production capitaliste. Et tant pis, si, de fait, le lait de «meilleure qualité» est particulièrement favorable au développement d'éléments pathogènes, d'éléments nocifs pour la santé....

Ainsi les mots sont pervertis pour masquer la perversion de la réalité engendrée par la domination de la loi du profit. Cet aspect de la qualité sera plus longuement envisagé dans le cadre de la grande enquête en cours : «Ce qu'on fait manger aux Français ?

L'INTER-PROFESSION

Pour promouvoir cette politique de qualité au sens où le pouvoir bourgeois l'entend, il est nécessaire que les producteurs s'organisent.

Mais pas seuls, pas pour devenir maîtres de leur production : ils doivent s'organiser avec le négoce, avec les firmes industrielles de transformation.

Pour le vin, c'est l'office style Chirac, pour le lait, c'est le CNIEL (Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière). En 1974, le gouvernement pousse à sa constitution. Chirac se fâche parce que ce centre n'avance pas assez vite. En février 1976, Robert de Wilde en est nommé directeur. Ancien attaché agricole à Londres et Washington chargé au FORMA des programmes d'orientation des productions et d'organisation économique des producteurs sa venue transforme le centre qui jusque là ne disposait que d'un secrétariat léger.

La finalité de ce centre est de : «donner une certaine responsabilité à l'interprofession en matière de gestion du marché du lait». Ce qui veut dire en clair : organiser la profession pour que ce soit les producteurs qui prennent en charge les conséquences des aléas du marché.

Ainsi, sous couvert de disparition de la «surproduction», de promotion d'une politique de «qualité», d'organisation «inter-professionnelle» tout un appareillage est mis en place pour que les interventions directes de l'Etat sur les marchés s'amoindissent et que la loi de la jungle du marché capitaliste joue avec le moins de contrainte possible. Les producteurs sont maintenant encadrés pour être contraints à payer encore plus. Et pour le lait et le vin, ces producteurs, c'est la masse des petits.

Oui, mais voilà que de plus en plus, ces paysans sont déçus à ne pas se laisser faire...



La semaine dernière à Paris...

DES DISCUSSIONS QUI N'EN FINISSENT PAS

Les discussions au sein de la Communauté agricole Européenne ont tellement l'habitude de traîner en longueur que l'on parle maintenant de «marathons». En effet, il devient de plus en plus difficile de concilier les intérêts différents des diverses bourgeoisies européennes et leurs représentants doivent se livrer à des manœuvres et tractations interminables.

L'an dernier, le 13 février, ce n'est qu'à 7 heures 30 du matin, après une nuit très agitée qu'un compromis avait pu être acquis. Cette année toute une série de réunions des ministres de l'Agriculture des «9» n'ont rien donné. En septembre (les 29 et 30), en octobre (les 13 et 14) en novembre (les 10 et 11) le

problème du vin provoquait le blocage : les représentants italiens refusant toute discussion tant que la taxe française sur les vins italiens ne serait pas levée. Les ministres passaient la main à leurs chefs d'Etat qui devaient se réunir à Rome les 1 et 2 décembre sans même être parvenus à tracer quelques pistes sérieuses de solution, encore moins de réforme...

Mais ce conseil européen lui-même fut pratiquement tout occupé à sortir de l'impasse dans laquelle l'Angleterre le plaçait en revendiquant une représentation «spéciale» à la conférence Nord-sud. L'empoignade fut à un moment si forte que les ministres des affaires étrangères furent priés de sortir de

la salle pour que leurs patrons puissent s'enquêter à loisir...

Les réunions de janvier (19 et 20) et de février (16) furent aussi des échecs : les ministres agricoles ne parvenaient pas plus à s'entendre que les mois précédents.

Cette longue série de rencontres infructueuses pourraient prêter à rire si elles n'étaient pas sans effets sur les conditions de vie de centaines de milliers de travailleurs de la campagne. Ils sont bien des quinquols ces ministres jacassants mais des quinquols dangereux par le pouvoir qu'ils ont encore sur le destin des peuples européens.

Comme toujours, ils ont des alibis. Ils se réfugient

derrière la complexité technique des problèmes. Plus de 100 pages de dossier, disent certains, cela ne se traite pas en une session... Mauvaise excuse pour cacher les fondements des difficultés qui sont d'un autre ordre que «technique». Ce qui est vraiment en cause c'est l'évolution du Marché commun agricole, des divergences de plus en plus sensibles sur le sens à donner à cette évolution, l'affrontement d'intérêts bourgeois qui ne parviennent plus à se concilier si facilement. Ça traîne à Bruxelles parce que les bourgeoisies européennes arrivent mal à harmoniser leurs points de vue pour imposer aux travailleurs les «sacrifices» nécessaires au développement du profit capitaliste.

LA VIE DU JOURNAL

TOUS A LYON LE 7 MARS

Depuis 15 jours, des premiers regroupements d'élèves s'effectuent dans toute la France, pour préparer la riposte aux décrets d'application de la réforme Haby, à la répression ouverte ou déguisée qui s'abat sur ceux qui refusent l'école capitaliste. Les premières luttes ont déjà eu lieu, comme à Amiens où les lycéens ont occupé leur établissement.

Pour échanger nos expériences, affirmer dans le mouvement naissant un point de vue révolutionnaire conséquent, décider de la façon dont nous pouvons intensifier l'action, nous devons être nombreux à la première Coordination Nationale des Elèves Révolutionnaires qui se tient le 7 mars.

Les bases de la Coordination :

- 1) Abrogation de la réforme Haby !
- 2) Conquête définitive des droits d'expression, de réunion et d'organisation dans les écoles
- 3) Solidarité avec les autres couches de la jeunesse victimes de la répression.
- 4) Soutien aux luttes ouvrières et populaires.
- 5) Non à la manipulation du mouvement par des forces liées de près ou de loin à l'Union de la gauche !

Un départ en car à lieu de Paris : pour tout renseignement, téléphoner au QdP.

au Centre Ocuménique culturel
36, rue Courteline à Villeurbanne

Prendre le bus 7 ou le 26 à Perrache jusqu'aux Brotteaux : prendre de là le 27 et descendre place Croix Luizet.

COMMUNIQUÉS

Lille

A propos du meeting de Dupuy de Méry, le vendredi 5 mars, rue de l'Hôpital Militaire à Lille, la section de Lille du PCR (ml) appelle tous les travailleurs et antifascistes de la région lilloise à empêcher le meeting du nazillon Joël Dupuy et de son «comité de défense de l'armée», et à exiger la cessation des poursuites contre les soldats et syndicalistes inculpés devant la Cour de Sécurité de l'Etat.

Paris

Venez nombreux voir le film
L'olivier
qui sont les Palestiniens
au cinéma le Marais - 20 rue du Temple (Paris)
Débat tous les mercredi et vendredi à la dernière séance,
avec les réalisateurs

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
Imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire : 56 942



«Lettre de Georges Leroy» à propos des articles sur Europe 1

Dans votre n°118, daté du 24 février 1976, à la page 9, dans l'enquête de Pascale Janin : «Europe 1, ou comment remettre au pas une radio», colonne 3, vous faites référence à mes fonctions de directeur de l'Information dans cette station, Europe 1, ce qui fut vrai jusqu'au 31 octobre 1974.

Je suis d'autant plus surpris de voir, dans le n°119, daté du 25 février 1976, suite de l'enquête de Pascale Janin, sous le titre : «Europe 1, c'est naturel, radioscopie d'une radio», une photographie sans légende, me représentant dirigeant le débat entre M.V. Giscard d'Estaing (de face) et (de dos) M.F. Mitterrand. Cette photo, datant du printemps 74 (fin avril, début mai) parue sans légende et sans précision, pourrait donner à penser que je fais encore partie de la Société Europe 1 Télécompagnie et que je cautionne la politique d'information radiophonique menée dans cette station par d'autres dirigeants que ceux auxquels j'ai apporté ma collaboration.

Je vous serais obligé, conformément aux usages de la presse et aux règles déontologiques, de bien vouloir publier les rectificatifs et explications nécessaires afin qu'il n'y ait aucune confusion possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations distinguées.
Georges LEROY

À PROPOS DE L'ARTICLE : «MOSCOU : LA FAMILLE RÉVISIONNISTE DÉCHIRÉE»

L'article laisse entendre que le Parti Laotien est un parti révisionniste (du fait qu'il est assimilé au Parti Roumain qui lui est incontestablement révisionniste), je pense qu'il faudrait y regarder d'un peu plus près, ainsi que pour un certain nombre de partis qui, s'ils n'ont pas une position claire par rapport à la scission du Mouvement Communiste International, n'en sont pas moins indépendants de Moscou et semblent faire avancer leurs peuples sur la voie du socialisme. Je pense aux Partis Coréen et Vietnamien en faisant cette remarque.

Je poserai donc la question : Peut-on dire que de tels partis font partie de la famille révisionniste ?

Deuxième point qui sera peut-être plus intéressant.

Il concerne les Partis qui ont violemment attaqué la Chine.

Nous ne nous étonnerons pas que Castro soit aux premiers

Bulgare, on ne peut pas être étonné de cette politique.

Par exemple, la Bulgarie est un grand producteur de fruits mais il est quasiment impossible d'en trouver dans le commerce et quand on en trouve, ils sont de qualité médiocre : tout va en URSS, même chose pour le vin qu'on ne trouve pas dans le commerce et à peine dans les restaurants.

Le logement est souvent déplorable, les maisons non terminées et pourtant habitées sont légion mais ce n'est pas le pire. Souvent plusieurs familles logent dans le même appartement, aussi à Roussé, dans 5 pièces, logent une famille de quatre personnes et deux jeunes ouvrières vivent dans une de ces pièces, séparées seulement des autres par du papier journal collé sur les carreaux des portes.

Il faut reconnaître que la vie



D'accord pour dire qu'au Vietnam, c'est le socialisme qui se construit.

rangs de ceux-là : les 10 000 Cubains en Angola montrent bien à quel point c'est un serviteur zélé de la politique de Brejnev.

Du Bulgare Jivkov, rien d'étonnant non plus car si Castro fournit les hommes, Jivkov est le représentant de commerce pour les armes soviétiques ; il en vendait même aux Portugais quand ils étaient en guerre contre les combattants du PAIGC.

Quand on connaît un peu la

D'accord pour reconnaître que les partis coréen, vietnamien, laotien, ne font pas partie de la famille révisionniste, qu'ils construisent le socialisme dans leur pays. Parler d'eux sous un tel titre était donc inconvenant. D'accord également pour estimer qu'on ne peut pas assimiler leurs positions à celles du parti roumain. Il reste ce que nous voulions montrer : que, fondamen-

est moins chère qu'en France, mais si on en juge par la situation dans les autres pays révisionnistes, cela ne va pas durer : par exemple le gouvernement hongrois a décidé de relever les prix du sucre, de la viande et d'autres produits de 30 et 50 % en décembre. De toutes façons, ça ne doit pas être suffisant pour vivre surtout dans les villes, car les vols dans les magasins sont fréquents, à Sofia, par exemple on doit déposer son sac à une sorte de consigne avant d'entrer dans ce «super-

talement, un des aspects du révisionnisme est le polycentrisme : des partis qui représentent les nouveaux bourgeois de leurs pays respectifs, ou ceux qui aspirent à le devenir, n'ont entre eux aucune base d'unité solide possible. Pas plus que les anciennes bourgeoisies, qui luttent entre elles depuis des décennies pour se partager le monde. Quelle que soit la volonté

marché» (belle confiance dans les masses !)

On pourrait ajouter à tout cela un encadrement policier important (mais pas sauvage en apparence), une propagande effrénée pour la politique du Social-Impérialisme, sur les routes, on ne voit que des panneaux préchant les bienfaits de la «détente».

Une mentalité bureaucrate de la part des fonctionnaires, et aussi leur faible nombre dans ces services publics, d'où des queues dans les postes, les bureaux de distribution des billets de chemin de fer (noter qu'il y en a pour les Bulgares et des spéciaux pour les touristes qui fonctionnent un peu mieux).

Un dépeuplement systématique des campagnes, les travailleurs de la campagne doivent donc faire de longs trajets en camion chaque jour pour aller à la ville à leur lieu de travail. Certains villages ne sont plus peuplés que de vieillards. Une propagande qui flatte le travail intellectuel et qui insiste sur ces avantages matériels, ainsi la plupart des jeunes ne pensent qu'à poursuivre leurs études, et le plus longtemps possible.

Enfin un complexe touristique sur la Mer Noire où viennent passer des vacances les bourgeois de nombreux pays d'Europe, d'où hôtels luxueux, casinos, etc... A côté, on trouve des campings, camps de concentration réservés aux touristes d'Europe de l'Est (Polonais, Hongrois, Russes) et aux touristes occidentaux aux petits moyens. Pour les Bulgares, un séjour à la Mer Noire n'est souvent qu'un rêve, sauf pour une minorité de privilégiés. Voilà un aperçu de ce qu'est la Bulgarie de Jivkov.

Quant à Kadar, le Hongrois, ces propos prennent une allure ridicule quand on sait qu'il était proche de Imre Nagy, l'organisateur de la contre-révolution hongroise de décembre 1956 (dès janvier 1957, les camarades albanais le dénonçaient dans le rapport d'Enver Hoxha au bureau politique du PTA sur le voyage d'information en Union Soviétique).

Un lecteur qui connaît un peu la Bulgarie

d'hégémonie soviétique sur l'internationale révisionniste, et les pressions multiples mises en œuvres pour la réaliser, les contradictions qui aujourd'hui se font jour ne pourront aller qu'en s'aiguissant.

PS : Tu connais bien la Bulgarie. Est-ce qu'on peut avoir ton adresse pour en discuter ?

FRONT ROUGE Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (m-l) N° 4 nouvelle série EST PARU

LE NUMERO : 5 F
FRONT ROUGE
BP 161
75 864 - Paris cédex 18

AU SOMMAIRE :

- Ligne de masse et pratique du Parti.
- Le CEA et l'industrie nucléaire.
- Où va la CFDT.
- Chômage : de la résignation à la lutte.

- Après le 22^e congrès du PCF.
- 25 novembre au Portugal : I. Le film des événements.
- A propos de la lutte pour les libertés démocratiques.
- 21 février : Peuples en lutte

BLOC-NOTES

LE DIVORCE (2)

LE DIVORCE PAR REQUÊTE CONJOINTE

Pour ne pas «choquer» les oreilles religieuses, on n'a pas voulu parler de divorce par consentement mutuel, mais de «divorce par requête conjointe».

Il s'agit pour les deux époux qui sont d'accord pour divorcer, de présenter une demande (la requête) ensemble (conjointe). Ils ne peuvent le faire que 6 mois au minimum après leur mariage.

Comment rédiger la requête.

La requête ne doit exposer aucun des motifs pour lesquels est demandé le divorce. Par contre, elle doit mentionner :

— les noms, prénoms, profession, résidence, nationalité, date et lieu de naissance et de mariage des époux et éventuellement des enfants.

— la caisse d'Assurance Maladie, la Caisse d'Allocation Familiale dont dépendent les époux, ainsi qu'éventuellement l'organisme qui verse les pensions et retraites.

— la juridiction à laquelle on s'adresse.

— le nom du ou des avocats.

Des régularisations sont possibles en cas d'oubli.

Les différentes conventions.

Il faut joindre à la requête une

convention (c'est-à-dire un accord) temporaire et un projet de convention définitive. La convention temporaire doit régler les relations entre les deux époux jusqu'à ce que le divorce soit prononcé. Il est prudent de faire une convention suffisamment détaillée pour éviter les sujets de dispute, notamment sur la garde des enfants. La convention définitive règle les rapports des époux entre eux après le divorce, comme le faisait auparavant le jugement de divorce. Le projet de convention définitive doit comprendre la répartition des biens du couple. S'il y a mutation de biens immobiliers, il faut obligatoirement avoir recours à un notaire.

On peut se contenter de choisir un seul avocat pour les deux époux.

Les avocats sont-ils indispensables ?

Après le dépôt de leur requête, les époux sont convoqués par simple lettre devant le juge aux Affaires Matrimoniales du Tribunal de Grande Instance auquel ils se sont adressés.

Le passage devant le juge.

Celui-ci vérifie s'ils ont bien respecté les règles de compé-



tence et de forme. Puis il examine la convention temporaire et le projet de convention définitive. Il ne peut demander des modifications de la convention temporaire que si elle nuit à l'intérêt des enfants. Si les époux refusent de modifier une disposition défavorable aux enfants, il peut rejeter la requête. Il peut rejeter le projet de convention définitive s'il est trop défavorable aux enfants ou à un des époux.

Le juge reçoit d'abord les époux séparément puis ensemble. Sauf les cas indiqués ci-dessus, il n'a aucun autre pouvoir que de donner des conseils. Si tout se passe normalement, il rend la convention temporaire exécutoire, c'est-à-dire qu'elle a la même valeur qu'un jugement et on peut contraindre l'autre à la respecter.

C'est ici que la nouvelle procédure présente de graves dangers, surtout pour les femmes. On sait que les juges sont débordés d'affaires. Il est fort probable que les passages devant eux seront donc des plus rapides. Ils n'auront sans doute pas le temps d'examiner en détail toutes les conventions. Il est très possible que l'un des époux réussisse de la sorte à léser gravement l'autre. Ce sera la plupart du temps la femme qui sera victime de telles pratiques. Imaginons que le mari se soit toujours occupé tout seul de tous les papiers. Il ne lui sera pas

difficile de dissimuler à sa femme qu'il lui laisse bien moins que la part à laquelle elle a droit.

Le second passage devant le juge.

Après le premier passage devant le juge, les époux ne sont pas encore divorcés. Il leur faut laisser passer un délai de 3 mois. Dans les 6 mois qui suivent la fin de ce délai, ils doivent présenter une seconde requête. Celle-ci doit comporter :

— le compte-rendu de l'exécution de la convention temporaire.

— la convention définitive avec éventuellement un acte notarié (s'il y a mutation de biens immobiliers).

Le juge vérifie que les deux époux sont toujours d'accord pour divorcer. Il peut refuser le divorce s'il lui semble qu'il aurait des conséquences anormalement graves pour les enfants ou l'un des époux. En ce cas on a 15 jours pour faire appel. Dans le cas où tout lui semble correct, le juge prononce le divorce. Les frais de justice sont partagés par moitié, sauf accord différent des époux. (à suivre).

Yves BEAUMONT

Programme

VENREDI MARS

TF 1

- 18 h 15 - A la bonne heure
- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - Au théâtre ce soir «DETECTIVE STORY» Pièce de S. Kingsley
- 22 h 15 - Boxe : Trioulaire-Tessarini
- 23 - JOURNAL

A 2

- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres - jeu
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc - jeu
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - «MOÏSE» - évocation historique
- 21 h 30 - Apostrophes
- 22 h 35 - Ciné-Club «THE LEOPARD MAN» Film de J. Tourneur (1943)
- 00 h 05 - JOURNAL

FR 3

- 19 h 00 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash JOURNAL
- 20 h 00 - Programmes régionaux
- 20 h 30 - Vendredi - Em. de M. Cazeneuve Les grandes batailles du passé «TROIE»
- 22 h 20 - JOURNAL

Feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX EDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

Résumé :

E. Snow est arrivé à Yu-Wang-Pao, (Ningsia du sud), quartier général de la 1ère Armée rouge de campagne.

3ème épisode : LA «VRAIE» ARMÉE ROUGE

UNE ARMÉE JEUNE

La meilleure méthode pour arriver à comprendre ces prétendus bandits est peut-être la méthode statistique. Car je m'aperçus que les Rouges étaient complètement informés sur tous leurs hommes régulièrement enrôlés. Les faits que je réunirai ci-dessous, qui me semblent des plus intéressants et des plus significatifs, me furent communiqués, de ses dossiers, par Yang Chan-k'oen, le président de vingt-neuf ans, sachant parler russe, du département politique de la 1ère Armée de campagne. A peu d'exceptions près, je limite ces indications statistiques à des faits que j'ai eu l'occasion de vérifier par impression et observation personnelles.

Avant tout, beaucoup de gens s'imaginent que les Rouges sont une bande hargneuse de durs et de hors-la-loi. J'en avais vaguement moi-même la notion. Mais je découvris bientôt que j'étais entièrement dans l'erreur. La grande masse des effectifs rouges se compose de jeunes paysans et ouvriers qu'anime la conviction de se battre pour leur foyer, pour leurs terres, pour leur pays.

D'après Yang, l'âge moyen de la troupe était de dix-neuf ans. C'était facile à croire. Quoique beaucoup d'hommes fussent sous les armes depuis sept ou huit ans, parfois même dix ans, leur nombre se trouvait équilibré par une masse d'adolescents de quinze, seize et dix-sept ans. Et même la plupart des «vieux bolcheviks», vétérans de tant de combats, n'avaient guère dépassé vingt ans. Ils avaient adhéré en majorité aux Jeunes Avant-gardes ou s'étaient engagés à quinze ou seize ans.



Soldats de l'armée révolutionnaire

UNE ARMÉE D'OUVRIERS ET DE PAYSANS

Un total de 38% des effectifs venait soit de la classe ouvrière des campagnes (y compris artisans, muletiers, apprentis, ouvriers agricoles, etc...) ou de la classe ouvrière industrielle, tandis que 58% représentaient la paysannerie. 4% seulement étaient issus de la petite bourgeoisie — fils de commerçants, d'intellectuels, de petits propriétaires et autres. 50% du total, y compris les officiers supérieurs, étaient membres du Parti communiste ou de la Ligue de la Jeunesse communiste.

Comme leurs chefs, les soldats ne recevaient aucune solde régulière. Mais chaque homme enrôlé avait droit à son lot de terre et à un certain revenu de cette terre. Celle-ci était cultivée en son absence soit par sa famille soit par le soviét local. S'il n'était pas originaire des districts soviétiques, toutefois, sa rémunération venait d'une part du produit des récoltes des «terres publiques»

(confisquées aux grands propriétaires), qui contribuaient aussi au ravitaillement de l'Armée rouge. Les terres publiques étaient cultivées par les villageois des soviets locaux. Ce travail non rémunéré était obligatoire, mais les paysans, ayant bénéficié du partage des terres, collaboraient volontiers, en général, à la défense d'un système qui leur avait apporté de nouveaux moyens d'existence.

LA MORALITÉ DE L'ARMÉE ROUGE

Autant que je pus le constater ou m'en informer, les Rouges traitaient avec respect les femmes et filles de la campagne et les paysans semblaient avoir bonne opinion de la moralité de l'armée. Aucun cas de viol ou de malhonnêteté envers une paysanne ne me fut signalé, bien qu'on m'ait parlé de certains soldats sudistes qui avaient laissé une «petite amie» à l'arrière. Il n'y avait pas de loi contre la fornication, mais un soldat rouge qui créait des difficultés à une fille devait normalement l'épouser. Comme les hommes étaient bien plus nombreux que les femmes, l'occasion ne s'en présentait guère. Il y avait peu de promiscuité ; un train de vie quotidien énergique tenait les jeunes troupes occupées. Très peu des Rouges fumaient ou buvaient ; la tempérance était une des «huit disciplines» de l'Armée rouge, et bien qu'aucune punition spéciale ne fût prévue pour l'un ou l'autre vice, je lus dans la «colonne noire» de journaux muraux de sérieuses critiques à l'adresse de fumeurs habituels. La boisson n'était pas interdite, mais déconseillée. L'ivrognerie, autant que je pus m'en assurer, était complètement inconnue.

Le général en chef P'eng Tō-hoai, qui avait été un général du Kouomintang, me dit que l'extrême jeunesse de l'Armée rouge expliquait en grande partie sa capacité d'endurer les privations, et cela était tout à fait concevable. Cela rendait aussi le problème des relations féminines moins âpre. P'eng lui-même n'avait pas vu sa propre femme depuis 1928, année où il mena un soulèvement de troupes du Kouomintang et se joignit aux communistes.

(à suivre)

INTERVIEW

QUESTIONS ACTUELLES SUR LE MOYEN ORIENT

ABOU AYAD

MEMBRE DU
COMITÉ CENTRAL DU FATH
2ème partie



Interview réalisée par Yomna EL KHALIL

Nous publions aujourd'hui la suite de notre entretien avec Abou Ayad. Dans la première partie de son interview, Abou Ayad avait expliqué ce que le FATH pensait des événements du Liban, du rôle de la Syrie et de la

Jordanie au Moyen-Orient. Aujourd'hui, il s'agit de sa position face aux pays arabes, à l'URSS, aux autres organisations palestiniennes, de sa position face au règlement et face aux soulèvements en Palestine occupée.

L'Egypte et les pays arabes «Nous n'acceptons pas d'être englobés»

Le président Sadate a pris une position contre ces dernières démarches jordaniennes. Est-ce une position véritable du régi-

me égyptien ? Comment peuvent être, dans ces conditions, les relations de l'OLP avec les pays arabes ?

Si la position du régime égyptien est une position stratégique, non tactique, nous l'approuvons. Mais cela ne veut, en aucune façon, dire qu'il n'y a pas de divergences entre nous, et la politique égyptienne. Ce n'est pas une divergence de points de vue, mais c'est plus profond : c'est au sujet de l'accord du Sinaï. Cet accord est une faute par rapport aux droits de la nation arabe, aux droits du peuple palestinien ; dans cet accord, il y a une mise à l'écart de l'Egypte par rapport à la lutte. Si la dernière position égyptienne ne vise pas la Syrie, n'est pas une tactique politique, nous l'approuvons.

s'ingère dans nos décisions, nos activités. Nous ne sommes pas des directions qu'on achète, ou qu'on oriente avec de l'argent. Nous avons eu des tas de problèmes avec des régimes arabes qui ont arrêté leur soutien financier et autres pour que nous acceptions d'être mis en tutelle. Nous avons refusé. Nous acceptons des liens avec tous les régimes, mais à une condition : que le régime qui n'applique plus ces principes de non-ingérence, et nous n'acceptons pas d'avoir des relations avec lui, quels que soient les liens entre lui et nous dans la lutte commune, quel que soit le soutien financier, militaire qu'il nous apporte. A partir de ces principes qui nous guident, nos relations avec l'Irak, l'Algérie, la Lybie etc... sont tantôt bonnes tantôt mauvaises. Nous ne changeons pas. Si les régimes arabes changent de position, nous changeons alors nos positions.

En ce qui concerne nos relations avec les pays arabes, elles sont définies en fonction de leurs relations avec la Révolution Palestinienne. Elles sont basées sur plusieurs principes clairs :

Nous n'acceptons pas d'être englobés, ou qu'on



Manifestation contre la judaïsation de Jérusalem.

les armes à Israël. Il y a aussi les positions politiques dans les instances internationales. De ce point de vue, nous ne mettons pas l'URSS et les USA dans une même ligne.

Nos divergences sur la question palestinienne. Nous considérons que l'Etat palestinien démocratique est l'unique solution pour une paix durable au Moyen-Orient, il n'est pas possible qu'il y ait un Etat raciste et confessionnaliste dans la région, qu'il

vive entouré de plus de 100 millions d'Arabes : il n'est pas possible de coexister avec cet Etat. Reconnaître la paix en échange d'un Etat Palestinien indépendant ou en échange de n'importe quelle solution provisoire au Moyen-Orient, nous, Palestiniens, nous le refusons. Mais, face à cela, il faut qu'on prenne toujours en compte le côté positif de l'Union Soviétique, jusqu'au jour où...

pouvoir national que nous voulons, sur une partie de la Palestine, 22% des terres palestiniennes, nous l'accepterons en échange de la paix avec Israël ou de sa reconnaissance ? Nous disons non. Si nous disons oui pour un pouvoir palestinien, nous n'acceptons aucune concession par rapport à nos droits historiques sur la Palestine, l'essentiel, c'est que nous ne voulons pas geler la lutte, nous voulons avoir un pouvoir national sur toute terre palestinienne pour empêcher qu'un autre Etat arabe ne nous remplace.

n'avons pas de divergences sur la ligne politique. Ce n'est pas possible aux peuples arabes de reconnaître Israël. Nous avons des divergences sur la tactique à suivre. Si on nous critique sur notre présence aux Nations Unies, au Conseil de Sécurité, ou parce qu'Arafat rencontre un sénateur américain, je ne crois pas que ces initiatives soient fausses.

Il est nécessaire que de nouveau la confiance s'installe, qu'on dépasse notre sectarisme. Nous avons à reconnaître nos fautes et il faut se diriger vers ce qui est l'intérêt de nos masses. Nous pourrions, à partir de là, bâtir notre Unité Nationale, et aucun Etat arabe ne pourra nous manipuler. Nous avons à présent des contacts avec le FPLP et d'autres organisations. J'entends par d'autres organisations celles qui sont indépendantes de tout régime, car c'est la base d'une véritable unité nationale. Celle-ci se fondera sur un accord minimum, et cela est possible car on n'a pas de divergence sur la ligne politique générale.

L'Unité Nationale «Aucune concession sur nos droits historiques

Sur l'Unité nationale. Quels sont les pas que vous avez faits dans le but de cette unité ?

La question de l'Unité Nationale s'est posée à de nombreuses reprises. Pour le FATH, l'Unité nationale est une position stratégique, non tactique. Pour cette raison, dans nos appels à l'Unité, nous demandons qu'on dépasse tout sectarisme organisationnel : la question n'est pas de savoir quelle organisation est la colonne vertébrale. On peut voir objectivement, sur la scène palestinienne, qui est la colonne vertébrale. Mais si la question est là, que toutes soient alors des colonnes vertébrales et que l'unité se fasse. Mais en réalité la divergence, c'est que le FATH a sa politique et que son but stratégique ne change pas. Nous sommes pour la libération de la Palestine, pour l'Etat démocratique sur toute la Palestine. Nous ne changeons pas. Après la guerre d'octobre, des problèmes se sont posés à nous.

ment ferons-nous face à ce règlement ? Certains ont dit non. Et c'est tout. Nous, nous sommes partis de l'expérience de 1948, lors du partage de la Palestine. Certains dirigeants avaient dit : « nous restons chez nous et à partir de là, nous lutterons contre le partage ». D'autres ont dit non au partage et sont partis. Ils ont fait appel aux armées arabes, ont dépouillé le peuple de ses armes. Depuis, nous avons lutté pour la libération. Puis c'est la guerre d'octobre. Il est juste de dire non au règlement, mais nous avons posé un programme en 10 points, et nous avons défini une ligne tactique et une ligne stratégique. Il n'est pas faux, pour aucune révolution dans le monde, de définir une ligne tactique à condition qu'elle ne soit pas en contradiction avec la ligne stratégique. Donc, pourquoi ces divergences ?

Dès 48, notre terre a été occupée. Une partie par les sionistes, une autre par la Jordanie. La répression jordanienne a été aussi féroce que celle des sionistes. Il est regrettable de dire cela, mais c'est la vérité. Après la guerre d'octobre, le problème du règlement s'est posé. Com-

Ceci pour expliquer ce qu'est le refus et ceux qui refusent. Si le refus veut dire refuser tous règlements, refuser de faire des concessions sur nos droits historiques, sur la libération totale de la Palestine, nous sommes les premiers à refuser. Mais nous ne disons pas que nous refusons : c'est un mot négatif. Nous disons que nous sommes les premiers révolutionnaires pour la libération de la Palestine. Donc nous

Palestine occupée : «Des soulèvements d'une grande importance».

Que pensez-vous de la lutte des masses palestiniennes en Palestine occupée ? Est-ce que ces luttes donnent de nouvelles perspectives à la Révolution Palestinienne ?

Je considère que l'action militaire est très importante, mais si elle n'est pas accompagnée d'un travail politique et de luttes populaires, elle risque d'être isolée. Pour cela, les soulèvements en Cisjordanie, à Gaza, de notre peuple en Palestine occupée font partie des actions militaires et politiques.

Ils ont aussi une grande importance pour l'opinion mondiale. Notre peuple, en Palestine occupée, s'est opposé à l'administration locale, à la Jordanie, au veto américain (en Cisjordanie et Gaza) et à l'occupation sioniste de toute la Palestine. Il

lutte contre la création de dirigeants fantoches qui représenteraient le projet d'un Etat fantoche palestinien, rattaché au Royaume-Uni ou à Israël. Pour cela, ces soulèvements ont une grande importance pour nous. Pour les opérations militaires, ils créent des liens entre l'intérieur et l'extérieur, montre quel est le lien entre nos masses et l'OLP et affirme la représentativité de l'OLP pour le peuple palestinien, partout où il se trouve et principalement dans la région actuellement disputée : la Cisjordanie.



Abou Ayad : «Le Fath n'accepte pas d'être mis en tutelle, par qui que ce soit».

L'Union Soviétique «Nos divergences sur la question palestinienne»

Durant la dernière période, les tentatives de règlement sont venues des Etats-Unis. Mais l'Union Soviétique a sa propre vision. Est-ce qu'elle

correspond à la stratégie que s'est fixée la Révolution Palestinienne ? Dans quelles mesures peut-il y avoir un accord avec l'Union Soviétique ?

Soyons clairs. Il ne faut pas mettre à égalité l'URSS et les Etats-Unis ; mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas entre nous et l'Union Soviétique des divergences sur la question palestinienne. Quand nous disons qu'il faut établir une différence entre

l'Union Soviétique et les USA, nous ne pouvons pas considérer comme semblables celui qui donne les armes à Israël (armes qui tuent nos enfants, notre peuple) et celui, nous ne dirons pas qui donne les armes aux arabes, mais au moins ne donne pas